

L'accord de 1968 au cœur de la brouille franco-algérienne

Dans un contexte de fortes tensions entre Paris et Alger, « Les Républicains » veulent enterrer cet accord migratoire. Emmanuel Macron se dit favorable à une « renégociation ». P. 7



JEUDI 6 MARS 2025 | N° 24146 | 2,90 € | www.humanite.fr

La Ligue arabe adopte un plan pour la bande de Gaza

Au Caire, 21 pays ont validé un scénario égyptien pour la reconstruction de l'enclave palestinienne. Une alternative au projet colonial de Netanyahu et de Trump. P. 14

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Les dirigeants européens se réunissent à Bruxelles pour un sommet extraordinaire consacré à la défense et à l'Ukraine. Objectif : engager l'UE sur la voie d'une nouvelle course aux armements. P. 2

EUROPE

POUR LA GUERRE, PAS D'AUSTERITÉ



ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Au prix fort

Dissipons d'abord un doute : ce n'est pas parce que les règles budgétaires des États seraient assouplies pour les dépenses d'armement que les montants colossaux annoncés deviendront indolores pour les peuples d'Europe. Ce que le militarisme engloutira, les dirigeants européens se feront un devoir de le faire rembourser au prix fort par des coupes budgétaires ou des prélèvements nouveaux. On a vu, depuis la crise du Covid, ce qu'Emmanuel Macron entendait réellement par sa formule du « *quois qu'il en coûte* » : c'est sur le fruit du travail et les prestations de chacun qu'il entend récupérer cette dette en décrétant l'austérité à perpétuité.

Les 800 milliards de crédits annoncés par Ursula von der Leyen (l'équivalent du quart de la dette publique de la France) comme les 3,5 % de PIB auxquels notre chef de l'État prétend hausser le niveau des dépenses de défense nationale (soit 40 milliards d'euros annuels supplémentaires) auront un coût social, éducatif, sanitaire exorbitant, à l'heure où les finances publiques sont déjà exsan-gues et où les plus modestes sont montrés du doigt. Demain, les allocataires, les services publics et les bénéficiaires de subventions diverses seront-ils accusés de compromettre la sécurité du continent par l'effort financier dont ils priveront nos armées ?

La hausse des dépenses militaires aura un coût social, éducatif, sanitaire exorbitant.

La potion est d'autant plus amère qu'on distingue mal au service de quelle paix durable cet argent sera investi. On ne conjurera pas les menaces de guerre en compensant le désengagement militaire des États-Unis. Si cela suffisait, l'investissement dans le parapluie américain du temps où l'Alliance atlantique fonctionnait aurait dû dissuader la Russie d'envahir l'Ukraine, et l'aide de l'Europe et des États-Unis à Kiev aurait dû contenir les ambitions de conquête de Poutine. L'échec sur ces deux fronts doit inciter les Européens à changer de paradigme. La paix s'obtient d'abord par des moyens de paix, ce qui appelle un renouveau de la diplomatie et des cadres de discussion collective, tels que la tenue d'un Helsinki II proposé par les députés communistes. Autant de pistes qui n'ont pas été anticipées, malgré les signes annonciateurs d'un lâchage de l'Europe bien avant l'élection de Trump. ■

La course folle à l'armement de l'Europe

GUERRE Les dirigeants de l'UE se réunissent, ce jeudi, à Bruxelles, pour examiner le plan de 800 milliards d'euros de dépenses militaires présenté par la Commission. Une étape historique dans l'engrenage belliciste, au détriment de toute réflexion stratégique et de l'action diplomatique.

Une semaine, une éternité. Le sommet européen extraordinaire consacré à la défense et à l'Ukraine, qui se tient ce 6 mars à Bruxelles, a été convoqué le 26 février par le président du Conseil, Antonio Costa. Mais, en quelques jours seulement, le contexte a radicalement changé. Entre-temps, Volodymyr Zelensky a été humilié dans le bureau Ovale lors d'une altercation déjà historique, puis Donald Trump a brutalement suspendu l'aide militaire états-unienne à l'Ukraine, afin de le forcer à accepter un accord sans conditions. Et l'Europe semble découvrir, effarée, dans l'improvisation la plus totale, les conséquences pourtant prévisibles du retour au pouvoir du président à la casquette Maga (« Make America Great Again »). « *Les dirigeants européens semblent découvrir qui est Trump* », siffle Jean-Marie Collin, le directeur d'Ican France, consultant en matière de défense et de sécurité.

Ce mercredi, le président ukrainien n'a pas eu d'autre choix que de faire acte de contrition, via un message sur les réseaux sociaux, où il s'est dit prêt à une trêve et à travailler « *sous le leadership* » des États-Unis. Lors du discours sur l'état de l'Union prononcé mardi soir, Donald Trump a présenté une missive envoyée par Zelensky comme on brandit un scalp : « *Il est dit dans la lettre : "L'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour parvenir à une paix durable. Personne ne souhaite la paix plus que les Ukrainiens."* »

Une négociation et une paix éventuelle en forme de reddition pour l'Ukraine, dépourvue de toute garantie de sécurité. Mais aussi pour les Européens, qui cherchent la riposte. Ce jeudi, à Bruxelles, en présence du président ukrainien, les dirigeants de l'UE examinent le plan massif présenté mardi par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Intitulé

Rearm Europe (Réarmer l'Europe), il consiste à se lancer dans une course effrénée aux armements d'un montant astronomique : 800 milliards d'euros. Selon l'Élysée, ce sommet est placé dans un « *moment très clair d'accélération de la défense européenne* » ; il doit aboutir à un accord, en attendant la publication du livre blanc de la Défense européenne, le 19 mars. Même son de cloche du côté d'Ursula von der Leyen, pour qui ce sommet s'inscrit dans « *l'ère du réarmement* », à la fois pour « *répondre à l'urgence à court terme d'agir et soutenir l'Ukraine, mais aussi pour répondre à la nécessité à long terme d'assumer davantage de responsabilités pour notre propre sécurité européenne* ». De quoi satisfaire les exigences de Trump, qui estime que l'Europe doit augmenter ses dépenses militaires pour atteindre 5 % du PIB.

PONCTIONS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION

Le plan prévoit cinq mesures, notamment un paquet de 150 milliards d'euros de prêts aux États membres, assortis d'une ligne de crédit de 650 milliards d'euros, soit une moyenne de 1,5 point de hausse de la part du PIB consacrée aux dépenses militaires chaque année durant quatre ans, sans que cela soit pris en compte dans le fameux seuil de 3 % du PIB pour le déficit public, sacro-sainte règle d'or de l'austérité européenne. Des crédits seront fléchés vers

la défense antiaérienne, la protection antimissile, l'achat de drones et de munitions. Les Vingt-Sept envisagent aussi de réorienter une partie de l'argent alloué à la politique de cohésion, qui sert à réduire les écarts socio-économiques. Une véritable économie de guerre, au détriment des politiques sociales.

Ce qui fait réagir Marc Botenga, député européen du Parti du travail belge (PTB). « *C'est la première question que vont se poser tous les citoyens : cela fait des années qu'on nous dit qu'il n'y a plus d'argent*

« Nous sommes dans une logique de confrontation. Les termes de guerre et de paix sont prononcés à la légère. »

JEAN-MARIE COLLIN,
DIRECTEUR D'ICAN FRANCE



Le plan européen prévoit de flécher des crédits vers la défense antiaérienne, la protection antimissile, l'achat de drones et de munitions.

LIONEL BONAVVENTURE/AFP

pour rien, mais on peut "déverrouiller" – le mot est d'Ursula von der Leyen elle-même – 800 milliards ? » D'autant que, sur le strict plan stratégique, « il n'y a aucune analyse critique de la situation ou de l'argent dépensé annuellement », poursuit l'eurodéputé, qui rappelle que les États membres de l'UE ont consacré 326 milliards d'euros à la défense sur la seule année 2024, à comparer avec les 230 milliards de la Chine et les 118 de la Russie prévus pour 2025.

Pour Jean-Marie Collin, « réarmer est une chose, mais pour quoi faire ? On est dans la facilité, les industriels sont ravis, mais on n'a aucune réponse sur la stratégie ». Les dirigeants européens, de Macron à von der Leyen, pointent en chœur « les menaces » : la Russie. « L'Europe fait face à un danger clair et immédiat d'une ampleur qu'aucun d'entre nous n'a connue dans sa vie d'adulte », écrit la présidente de la Commission européenne. Si le moment est certes historique, c'est aller un peu vite en besogne : née en 1958, Ursula von der Leyen a pourtant vécu des années de tension extrême, notamment au début des années 1980.

Au fond, cette escalade guerrière masque mal l'absence de réflexion stratégique. C'est là « toute la problématique, estime Jean-Marie Collin. S'agit-il de faire face à la Chine, à la Russie, en tablant sur un retour à une relation transatlantique normale, quand Trump ne sera plus là ? Ou bien d'avancer seuls, avec les Britanniques, la Norvège, la Suisse ? » Cette logique purement militaire laisse perplexe quant à la stratégie de sécurité envisagée par les dirigeants européens. Pour Marc Botenga, la menace russe « doit être bien évaluée. La Russie a échoué à conquérir l'Ukraine. C'est vrai qu'elle est une puissance nucléaire, avec une armée forte. Mais elle ne va pas partir d'Europe : elle était là avant et sera là après Poutine. Je ne lui fais pas confiance sur la non-utilisation de l'arme nucléaire, donc

le désarmement et la désescalade devraient être des priorités ».

« Nous sommes totalement dans une logique de confrontation », relève Jean-Marie Collin. « Comme le dit Sébastien Lecornu (le ministre français de la Défense – NDLR), "nous ne sommes plus en paix". Aujourd'hui, les termes de guerre et de paix sont prononcés à la légère... » Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, avait également affirmé, le 17 février, que, si son homologue russe, Sergueï Lavrov, l'appelait, il ne décrocherait pas son téléphone.

Et les dirigeants européens ne semblent pas enclins à penser en dehors de la relation transatlantique héritée de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Ce mardi, le vice-président de la Commission européenne, Stefan de Keersmaecker, a réaffirmé : « En ce qui concerne les États-Unis, oui, ils sont un allié. » Washington annonçait dans la foulée interdire au Royaume-Uni, pourtant son allié le plus proche en Europe jusque-là, le partage des renseignements américains avec l'Ukraine.

100 000 SOLDATS AMÉRICAINS SUR LE VIEUX CONTINENT

Ce basculement géopolitique demeure un impensé européen. « Aujourd'hui, on raisonne selon les paramètres américains », analyse le général Olivier Kempf, directeur du cabinet stratégique la Vigie, pour qui « tout le problème qui se pose à l'Europe est un affaiblissement potentiel du lien transatlantique ». Ce qui revient à poser la question primordiale de l'Otan et de la présence américaine sur le continent, actuellement de 100 000 soldats. « Nous sommes critiques de l'Otan depuis de nombreuses années,

« Ce dont nous avons besoin, c'est d'un cadre de sécurité collective. Plus d'armes ne signifie pas plus de sécurité. »

MARC BOTENGA,
EURODÉPUTÉ BELGE (PTB)

rappelle Marc Botenga, précisément car cela nous met à la remorque des États-Unis. » Pourtant, même s'ils sont en passe de comprendre que la Russie n'acceptera jamais une entrée de l'Ukraine dans l'Alliance atlantique, « les Britanniques et les Français tentent d'obtenir le même résultat en contournant le problème : offrir aux Ukrainiens des garanties de sécurité de type Otan sans adhésion réelle », analyse le chercheur américain en stratégie Dan de Petris.

Enfin, tout un pan reste un angle mort : la diplomatie et la sécurité collective. « L'Europe, avec de la coordination, peut poser un cadre qui passerait par la diplomatie, les Nations unies aujourd'hui négligées, le désarmement, notamment nucléaire... Tout cela est mis de côté », déplore Jean-Marie Collin. Les discours martiaux se succèdent, l'heure est au son des canons comme elle fut hier au bruit de bottes. Pourtant, « ce dont nous avons besoin, c'est d'un cadre de sécurité collective, estime Marc Botenga. Plus d'armes ne signifie pas plus de sécurité. La logique de blocs garantit l'état de guerre permanent : c'est là qu'est le choix ». Le processus d'Helsinki mis sur pied en 1975, puis l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, aujourd'hui au point mort, les Nations unies, le désarmement, la diplomatie : les pistes sont là, et, comme le rappelle l'eurodéputé PTB, « si cette rhétorique a été possible sous la guerre froide, alors c'est possible aujourd'hui. L'opportunité existe. Malheureusement, je ne vois que cette frénésie folle de course à l'armement ». Il est encore temps de revenir à la raison. ■

BENJAMIN KÖNIG



Réunion des ministres de la Défense des États membres de l'Otan, le 12 février, à Bruxelles (Belgique). REMKO DE WAAL/ANP MAG VIA AFP

« Une nouvelle structure de paix et de sécurité est fondamentale »

À l'ordre du jour du sommet de Bruxelles : la hausse des dépenses militaires. Pour **Jean de Gliniasty**, l'Union européenne se plie aux exigences de Donald Trump. L'ancien ambassadeur condamne l'absence de dialogue entre l'Europe et la Russie.

Quelle est votre analyse de la séquence diplomatique en cours sur l'Ukraine avant le sommet européen de ce jeudi ?

Le Conseil est une ultime tentative de définir une ligne européenne dans le cadre des négociations sur la paix. Depuis l'invasion russe, nous aidons l'Ukraine sans but précis. En gros, Kiev décidera quand elle fera la paix et à quelles conditions. Il s'agit d'une erreur stratégique. Donald Trump y a mis fin pour les États-Unis en soumettant l'aide à des conditions. L'Europe est apparue surprise par ce bouleversement géopolitique. Le 12 février a marqué une première accélération avec l'entretien entre Donald Trump et Vladimir Poutine. Le même jour, le secrétaire à la Défense étais-unien, Pete Hegseth, s'est rendu à Bruxelles pour annoncer que,

dans le plan de paix, aucun soldat américain ne serait déployé. L'Europe devait donc prendre en charge les garanties de sécurité ; l'Ukraine ne rentrerait pas dans l'Otan ; Kiev devrait accepter des concessions territoriales. Le cadre de l'accord défini par Washington après des échanges avec Moscou fut un coup de tonnerre pour les Européens. Donald Trump leur confiait un rôle subsidiaire sur les garanties de sécurité. La réunion informelle du 17 février à Paris devait répondre à Washington sur ce point. Faute de réponses et devant les 200 000 hommes exigés par Volodymyr Zelensky, Donald Trump a affirmé le 18 février que les Européens étaient « incompétents », qu'ils n'auraient pas de siège dans les

négociations et qu'ils étaient des « facteurs de guerre ». Une déclaration qui rejoint la rhétorique russe estimant que les Européens veulent continuer le conflit, alors que tout est prêt pour la paix.

Le sommet à Bruxelles marquera-t-il une escalade militaire ?

Les Vingt-Sept ont démontré ne pas vouloir rompre le lien transatlantique et ne pas avoir les moyens de négocier eux-mêmes avec la Russie. La seule chose qu'ils peuvent offrir à Donald Trump, c'est le renforcement des défenses européennes de l'Otan. La seule proposition émise par la France et les Britanniques porte sur un cessez-le-feu aérien et maritime



JEAN DE GLINIASTY
Ancien ambassadeur de France en Russie et directeur de recherche à l'Iris (1)

durant un mois comme première étape. À partir du moment où les États-Unis ont déjà proposé des concessions territoriales et la non-adhésion de l'Ukraine à l'Otan, qui demeure la principale demande russe, les Européens arrivent trop tard.

Cette montée en tension ne peut-elle pas déboucher sur une surenchère avec Moscou ?

L'annonce d'Ursula von der Leyen et les mesures prises sur la fin des contraintes budgétaires vont dans ce sens. L'Europe va s'armer. Vu le contexte, j'ai tendance à penser que l'augmentation des dépenses militaires est indispensable. Car l'Europe n'a pas développé ses capacités et nous avons à proximité des puissances hyperarmées. Une des vraies garanties de sécurité pour l'Ukraine, c'est une Europe forte militairement. Par contre, les Russes ne souhaitent pas attaquer d'autres territoires européens. En revanche, l'Europe de la défense apparaît encore bien loin. Chars, missiles, couverture aérienne, Paris et Berlin ne sont pas d'accord. Et la question qui se pose sur l'achat de matériel risque de diviser.

Est-ce qu'un dialogue entre l'Europe et la Russie demeure envisageable ?

Au début de l'invasion, un dialogue a perduré avec Macron ou Scholz. Le président français a ensuite basculé dans un soutien accru à l'Ukraine, pris la tête d'une coalition, évoqué la présence de soldats sur le terrain. Mais ce virage ne s'est pas accompagné d'un volet diplomatique avec la Russie. Depuis deux ans, personne n'a éprouvé le besoin de renouer le dialogue. Les Russes ont entériné une relation directe avec les États-Unis. Moscou considère qu'à partir du moment où l'Amérique aura décidé les Européens suivront.

Une architecture de sécurité européenne avec Moscou apparaît-elle encore possible ?

Elle est fondamentale. Le projet avait été avancé par Emmanuel Macron avant l'invasion russe. Cette idée existe depuis la chute de l'URSS et a été une demande constante des Russes avec la fin du pacte de Varsovie et des accords d'Helsinki, l'élargissement de l'Otan. Moscou plaide pour une nouvelle structure de paix et de sécurité qui permettrait de nouvelles règles de sécurité à l'échelle du continent, et devra prendre en compte la réalité diplomatique, militaire, économique et politique du continent par rapport à 1975. La plupart des États étant membres de l'Otan, de nouvelles zones conflictuelles apparaissent : Ukraine, Moldavie et Géorgie. Elle devra traiter des questions nucléaires et des défenses conventionnelles (missiles, antimissiles). Pour l'instant, seuls les Russes et les États-Unis vont en débattre. Macron semble prêt à renouer le dialogue, de même que le futur chancelier Friedrich Merz et la CDU. Que fera la Russie ? Sa diplomatie apprécie ses discussions bilatérales avec les États-Unis, principal acteur du monde avec la Chine. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA

(1) Auteur de *Géopolitique de la Russie*, Eyrolles, janvier 2025.

Pour Macron, la Russie est une « menace »

Dans une allocution télévisée, le chef de l'État a appelé à ne pas abandonner l'Ukraine et à bâtir une défense militaire européenne dissuasive.



Emmanuel Macron à l'Élysée, le 5 mars. JACQUES WITT/SIPA

Le monde continue d'être plus brutal, notre prospérité et notre sécurité sont devenues plus incertaines et, il faut bien le dire, nous entrons dans une nouvelle ère. » C'est en ces termes qu'Emmanuel Macron s'est adressé aux Français, lors d'une allocution télévisée mercredi soir, après l'annonce par les États-Unis de la suspension de leur aide militaire à l'Ukraine, envahie militairement par la Russie. « Nous avons dès le premier jour décidé de soutenir (Kiev) et de sanctionner (Moscou), et nous avons bien fait », a insisté le président de la République, qui appelle à faire désormais davantage. « Si un pays peut impunément envahir son voisin en Europe, c'est la loi du plus fort qui

s'applique », a-t-il prévenu, rappelant que la Russie « viole nos frontières pour assassiner ses opposants », se livre à des « attaques numériques contre nos hôpitaux » et « tente de manipuler nos opinions ».

« Qui peut croire que la Russie d'aujourd'hui s'arrêtera à l'Ukraine ? » a-t-il demandé, estimant qu'elle représente une « menace pour la France ». « Rester spectateur serait une folie », a-t-il mis en garde. Face à cette situation, et afin de préparer « une paix solide », le président a annoncé que les « États européens doivent être capables de mieux se défendre et de dissuader toute nouvelle agression ». Parce qu'à ses yeux « l'avenir de l'Europe n'a pas à être tranché à Washington ou à Moscou », la France et ses voisins

Le président de la République prépare les esprits à une économie de guerre.

doivent pouvoir accroître leurs dépenses militaires sans que cela soit pris en compte dans le plafonnement européen de leurs déficits, pour « renforcer nos armées le plus rapidement » possible à travers « la réindustrialisation dans nos régions ». C'est donc à une forme d'économie de guerre que le président prépare les esprits, tout en assurant que les impôts ne seront pas augmentés, mais que des choix budgétaires futurs demanderont « du courage ».

UN PARAPLUIE NUCLÉAIRE ÉTENDU À L'EUROPE

Le Conseil européen extraordinaire prévu ce jeudi doit, selon Emmanuel Macron, entériner ce nouveau paradigme. « L'Europe de la défense devient donc une réalité »,

a-t-il annoncé, avant de rappeler que la France, qui dispose de l'armée la plus avancée, détient la bombe atomique. « J'ai décidé d'ouvrir le débat stratégique de la protection par notre dissuasion nucléaire des autres pays européens », a-t-il lancé. « Le chemin qui mène à la paix ne peut pas être la capitulation de l'Ukraine », estime-t-il. Appelant à ne suivre ni les « va-t-en-guerre » ni les « défaitistes », le chef de l'État exclut d'envoyer des Français sur le front, mais plaide pour le déploiement d'armées européennes en Ukraine « une fois la paix signée ». Retrouvant sa rhétorique de banquier, Emmanuel Macron a conclu son allocution par ces mots : « Notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix, il ne tient qu'à nous que nos enfants récoltent demain les dividendes de nos engagements. » ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

Souscription 2025

Le prix de la vérité

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT €

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE **CODE POSTAL**

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

«Une femme a autant besoin d'un homme qu'un poisson d'une bicyclette.»

Gloria Steinem

L'HOMME DU JOUR



BEN plg

Il faut savoir étrenner un album et le rappeur nordiste BEN plg s'y emploie de la meilleure des manières pour la sortie de *Paraît que les miracles n'existent pas*, nouvel opus disponible vendredi. Avec le média rap alternatif Grunt, ils se sont lancés dans une «tournée pirate», avec comme points d'étape les villes dont les exécutifs locaux ont décidé de sabrer dans la culture : Nantes, Montpellier, Lille, Paris. Les bénéfices des concerts sont à chaque fois reversés à des associations culturelles locales. «J'ai toujours eu envie de faire des choses qui aient un vrai sens, un vrai lien avec le contenu de ma musique», confie le rappeur aux millions de streams qui se produira à l'Olympia le 22 mars. «Si les miracles n'existent pas, c'est qu'au fond on les a créés en faisant bouger les choses.» Pour le rédacteur en chef de Grunt, Jean Morel, accompagner le rappeur dans cette chevauchée militante allait de soi : «Quand on s'attaque à la culture et aux services publics, ce sont des signaux forts qui racontent une société qui va de plus en plus mal.» Une prise de position qui n'oublie pas la défense des travailleurs des lieux culturels, «auxquels on envoie dans la gueule qu'ils sont inutiles». «Moi je suis un artiste, mais le mec qui se lève tous les jours à Laval pour qu'il y ait des concerts, sans lui il n'y a pas de musique dans sa ville», livre BEN plg qui a passé de longues années derrière la scène avant de connaître le succès. La tournée se terminera ce jeudi au Flow, Centre eurorégional des cultures urbaines basé à Lille, bastion du rappeur, qui tient à rappeler que «l'énergie du rap est révolutionnaire». Grunt a embarqué une caméra pour filmer cette tournée pirate qui fera prochainement l'objet d'un documentaire. ■

CLÉMENT GARCIA

L'œil de Jul

USA: MORT D'UNE DÉMOCRATIE



LA BONNE NOUVELLE Le réarmement démographique de la chouette hulotte

260 000 : c'est le nombre de couples de chouettes hulottes répertoriés sur le territoire. L'espèce était à la peine dans les années 1990-2000, tout comme la chevêche d'Athéna, notamment à cause de la disparition des insectes et des haies. Elle est aujourd'hui en expansion et en bonne santé. Ces données inédites, présentées par la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) à l'occasion des 30 ans des Nuits de la chouette, ont été compilées pendant quatre ans par des milliers de bénévoles. Ces derniers ont recensé

les rapaces nocturnes en arpantant villages, prairies et parcs. Certaines espèces, comme l'effraie des clochers, aussi surnommée «la dame blanche», ont cependant décliné ces dernières années. Une diminution qui s'explique en partie par les collisions routières et la rénovation du bâti. La LPO a lancé «Une chouette, un village», une initiative qui a pour objectif la construction de 3 000 nichoirs, afin de ramener la biodiversité dans les zones rurales et périurbaines. ■

BÉRÉNICE PAUL

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Climat Notre affaire à tous a publié, le 5 mars, sa cinquième édition du «Benchmark de la vigilance climatique des multinationales». Après avoir analysé les mesures de 26 grandes entreprises françaises, l'association de défense de l'environnement fustige un manque d'ambition des principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre.

Liban Amnesty International a enquêté sur les attaques répétées de l'armée israélienne sur des hôpitaux, des ambulances et contre le personnel de santé au Liban, depuis plus d'un an de conflit. Des «crimes de guerre» qui méritent l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale, annonce l'ONG dans un communiqué.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

BRUNO LAROSE

Le beurre

Des pensions ou des canons... « Trouver l'argent nécessaire pour assurer la défense de la France devra passer par une réduction de nos dépenses sociales.» L'Opinion nous avertit dans sa une. Et quelle est cette France, interroge le directeur du quotidien libéral Nicolas Beytout dans son éditorial, «qui se satisfera de lâcher cette année 50 milliards d'euros à ses créanciers, soit autant que le montant de son budget de défense»? Quelle est cette France qui pense que «moins de dépenses sociales ce n'est pas possible», qu'on peut «revenir sur la réforme des retraites»... Heureusement, la presse économique nous apporte aussi quelques bonnes nouvelles. «Les bonus repartent à la hausse dans les banques françaises»; à Londres les financiers de la City sont «à la fête», nous disent les Échos: «Les dividendes mondiaux atteignent des sommets inédits» et, «avec un record de 68,8 milliards de dollars versés à leurs investisseurs, les entreprises tricolores ont une nouvelle fois été les premières contributrices à l'échelle européenne». C'est le beurre et les canons. ■

! C'EST UN SCANDALE

Dérive sécuritaire aux JO

Des mesures de sécurité «disproportionnées» ou «illégales» et des pratiques policières «discriminatoires» ont été déployées pendant les JO de Paris 2024, selon des experts indépendants mandatés par l'ONU. Le ministre de l'Intérieur n'a pas réagi à leur exhortation à un «examen indépendant et impartial».

C'EST UN MONDE

Pas censuré, mais presque

No Other Land, le documentaire oscarisé de Basel Adra et Yuval Abraham (nos «Hommes du jour» du 4 mars), déplaît au ministre de la Culture israélien, Miki Zohar. «Sabotage» et «diffamation» à l'encontre d'Israël: pour lui, le film ne doit pas bénéficier d'argent public. Une censure qui ne dit pas son nom.



François Bayrou et Bruno Retailleau lors du comité interministériel de contrôle de l'immigration à Paris, le 26 février.
LUDOVIC MARIN/AFP

L'Algérie, obsession de la droite

IMMIGRATION

Dans le sillage de Bruno Retailleau et François Bayrou, des sénateurs LR ont à nouveau dénoncé l'accord franco-algérien de 1968. Face à cette offensive, l'Élysée cherche à reprendre la main.

«

accord de 1968, c'est le président de la République. » Emmanuel Macron a cherché, dimanche dans les colonnes du *Figaro*, à reprendre la main sur le dossier franco-algérien, en marge de son déplacement au sommet de Londres sur l'Ukraine. À bon entendeur : cette déclaration intervient après plusieurs semaines de montée de tensions entre Paris et Alger, à laquelle ont allègrement participé le ministre de l'Intérieur et le premier ministre, après l'incarcération de l'écrivain Boualem Sansal et surtout l'attentat de Mulhouse.

Le gouvernement reproche à l'Algérie d'avoir refusé à 14 reprises, selon François Bayrou, d'accorder un laissez-passer consulaire au terroriste présumé. De nationalité algérienne et visé par une procédure d'expulsion (OQTF), l'individu ne pouvait pas être rapatrié sans ce document. C'est un des nombreux cas où Alger a refusé d'accueillir ses ressortissants expulsés du territoire français. En 2024,

moins de 10 % des quelque 33 000 Algériens interpellés en situation irrégulière en 2024 (sur 140 000 OQTF émises) ont été reconduits à la frontière par manque de laissez-passer consulaire, selon Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofi), cité par Public Sénat.

« Il faut savoir dire stop », a donc martelé Bruno Retailleau, tandis que François Bayrou a donné « entre un mois et six semaines » à l'Algérie avant que l'accord de 1968 ne soit « remis en cause » – une sortie accueillie très froidement de l'autre côté de la Méditerranée. « Il faut engager un dialogue exigeant et respectueux », répond désormais Emmanuel Macron à ses ministres. Une façon de leur rappeler que la Constitution française fait de la gestion de la défense et des relations internationales le domaine réservé du président.

L'accord franco-algérien de 1968, révisé trois fois depuis son adoption, est au cœur du débat. Il permet de faciliter l'installation des travailleurs algériens sur le territoire français et de fluidifier les échanges entre les deux pays. S'il stipule que les ressortissants algériens résidant en ■■■

France gardent leur titre de séjour à condition de respecter le droit français, il ne prévoit en aucun cas les conditions d'une coopération sur le terrorisme et ne contient aucunement l'obligation pour l'Algérie de reprendre ses ressortissants lorsqu'ils sont expulsés de France.

Mais alors pourquoi est-il autant cité? Le Sénat s'est à nouveau saisi de la question, mardi 4 mars. Muriel Jourda a été à l'initiative du débat, avec, en trame de fond, la volonté de poser la France en victime de l'Algérie. La sénatrice LR du Morbihan, coauteure d'un rapport d'évaluation sur le sujet, juge ainsi le texte «plus favorable aux Algériens» qu'aux «autres nationalités qui voudraient venir en France» et que Paris ne bénéficie «d'aucune réciprocité» avec cet accord. L'élue conservatrice assure enfin que «40 % des étrangers en situation irrégulière qui troublent l'ordre public seraient de nationalité algérienne» – un chiffre non sourcé par la parlementaire, et qui vise à faire expressément le lien entre immigration algérienne et insécurité.

LA PLACE DES ALGÉRIENS EN FRANCE... UN VIEUX DÉBAT

La droite sénatoriale se saisit donc des tensions diplomatiques en cours pour relancer un vieux débat sur la place des Algériens en France. L'accord de 1968 avait déjà fait l'objet de critiques sous Nicolas Sarkozy et avait été à nouveau dénoncé par la droite, en 2023, dans le cadre de l'adoption de la loi asile et immigration.

Sur les bancs de la gauche, le sénateur communiste Ian Brossat a dénoncé «une escalade dangereuse basée sur une avalanche de contrevérités». Ce débat «vise à nous faire croire que l'accord de 1968 aurait ouvert les vannes de l'immigration algérienne alors qu'il vise précisément à la limiter». Le texte fixe en effet une série de conditions à remplir pour l'obtention d'un certificat de résidence : ressources stables, capacité à avoir un logement décent...

«Une fois de plus, nous nous retrouvons pour parler d'immigration, à croire que ce sujet est quelque peu obsessionnel pour une partie de ces bancs», a ironisé, quant à elle, la sénatrice socialiste Corinne Narassiguin. L'élue préconise, en écho aux propos d'Emmanuel Macron, la voie diplomatique afin de réviser l'accord et de faire respecter les OQTF, plutôt que de les révoquer : «Utiliser la dénonciation unilatérale, c'est faire exactement ce que vous reprochez à juste titre au gouvernement algérien : vous utilisez la rente mémorielle de notre douloureuse histoire commune à des fins de politique intérieure.» ■

ANNE BILLOËT

Dans le monde politique et médiatique, les mythes et les fantasmes fleurissent sur les milliards qui seraient déversés à perte sur nos quartiers. Tout cela en jetant un voile nauséabond de suspicion d'assistanat, sur fond de stigmatisation des immigrés. La vie en banlieue, ce sont d'abord des millions de salariés précaires sur lesquels notre pays est bâti. La France qui se lève tôt, la France des essentiels habite en banlieue et vit avec des salaires faméliques. 40 % des travailleurs à Grigny vivent sous le seuil de pauvreté. Dans nos banlieues, parfois cités-dortoirs, la rénovation urbaine a permis d'améliorer la vie dans les logements, de désenclaver les quartiers et de faciliter l'accès au transport, à l'emploi et aux droits. D'ailleurs, le nouveau rapport de l'Anru, «Ensemble, refaire ville», rappelle la nécessité d'une nouvelle phase de rénovation urbaine. Et la question doit être posée d'une Anru durable et ouverte sur les territoires en déprise et d'outre-mer, comme outil de mutation écologique et de lutte contre la persistance des ségrégations sociale et spatiale. **En banlieue réside aussi une partie de l'avenir de la République.** À Grigny, la moitié de la population à moins de 29 ans. Dans

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,
ÉLU «MEILLEUR MAIRE
DU MONDE» EN 2021



Rendez-vous est aussi donné le 13 mars, à Épinay-sous-Sénart,

par Ville et Banlieue pour une matinée de mobilisation. Au programme, la santé d'abord. Tout comme dans les territoires ruraux, la désertification médicale sévit en banlieue avec 31 médecins pour 100 000 personnes contre 67 ailleurs. Nous nous pencherons aussi sur le vieillissement dans nos quartiers, tant elle s'y annonce comme un naufrage pour le porte-monnaie des nouveaux et surtout futurs retraités. Contrairement aux baby-boomers qui ont souvent eu un travail stable, les générations suivantes ont des parcours professionnels cassés et un droit à la retraite retardé à 64 ans. Alors, vrai come-back des quartiers populaires, de la politique de la ville, de la rénovation urbaine ou hasard de l'actualité? Un alignement des astres est, en tout cas, en cours, pour tous ceux qui veulent construire une France républicaine et égalitaire où personne n'est laissé sur le bord de la route. Et ce au moment où certains veulent raviver les fractures françaises après le classement comme meurtre de la mort de Nahel par une justice qui n'a fait que son travail, en ne laissant pas sous le tapis les vieux démons des violences policières. ■

Politique de la ville: le retour?

un rapport remis à la ministre déléguée à la Ville, intitulé «Réussite républicaine», son auteur, Vincent Léna, affirme : «Les enfants, les femmes et les jeunes d'abord!» Tels 10 commandements, il établit 10 règles d'or autour des 1 000 premiers jours de l'enfant, des mamans solos, des défis éducatifs et du droit obligatoire à la formation pour les 16-18 ans.

Fabien Roussel appelle à relocaliser l'industrie

PCF Mardi, l'élu communiste s'est rendu dans la Sarthe pour rencontrer les salariés du secteur automobile et soutenir la réindustrialisation du pays.

Le Mans (Sarthe), envoyée spéciale.

Au pied de l'usine Renault Le Mans, dans la Sarthe, les drapeaux rouges de la CGT fendent l'air. «Je contribue à fabriquer un véhicule que je ne pourrai jamais m'acheter. J'aime mon travail, mais mon salaire ne suit pas. J'aimerais mieux en vivre», fustige un ouvrier. Alors que les salaires des Français stagnent, les véhicules sont de plus en plus chers. «Nous avons besoin d'une grande industrie dans notre pays qui permette de garantir un emploi avec un bon salaire et de bonnes conditions de travail pour que chacun puisse vivre dignement», insiste le secrétaire national du PCF auprès des syndicalistes.

Malgré les belles promesses gouvernementales pour le développement de l'industrie à la suite de la crise du Covid, cinq ans après aucune amélioration n'est remarquée par les ouvriers. Des usines ferment ou sont délocalisées, les salaires sont gelés, les carrières avant la retraite se ralentissent... Pour y faire face, le PCF s'est lancé dans une campagne nationale pour la réindustrialisation. «L'argent public et les aides

aux entreprises doivent être conditionnés au maintien de l'emploi en France. C'est une règle d'or qu'on doit mettre en place, affirme Fabien Roussel. Relocaliser pour retrouver une indépendance, une souveraineté économique véritable.»

«Les chiffres montrent que la production hexagonale de véhicules a beaucoup plus chuté que la vente. Pour retrouver notre indépendance financière, nous devons relocaliser

«Les aides aux entreprises doivent être conditionnées au maintien de l'emploi en France.»

FABIEN ROUSSEL, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

puisque une grande partie de nos usines sont parties à l'étranger, comme en Roumanie, en Slovénie ou en Chine», analyse-t-il de-

vant un panneau publicitaire représentant un châssis de Renault 5. En discutant avec les ouvriers, l'élu apprend que les pièces produites dans cette usine s'en vont à l'étranger pour être assemblées avant de revenir en France. «Le bilan carbone de cette

REPORTAGE

délocalisation dépasse l'entendement. Le climat et l'emploi sont menacés. L'ensemble des pièces automobiles doivent être fabriquées dans l'Hexagone», argumente-t-il. «Bien sûr qu'il faut décarboner l'industrie automobile, l'adapter au dérèglement climatique, mais comment créer l'industrie de demain, sans donner du travail à tous ces travailleurs et tous ces salariés?» renchérit Hoël Le Moal, cosecrétaire de la section PCF du Mans.

Grâce à son ancrage dans le secteur, le site du Mans n'est, pour l'heure, pas menacé de fermeture. Mais la délocalisation continue de ravager la région. À la fin du mois d'avril, l'équipementier automobile Valeo, à La Suze-sur-Sarthe, va mettre un terme à sa production en laissant 250 salariés sans emploi. Même problématique dans la ville d'Allonnes, où la possible fermeture de l'usine NTN, spécialisée dans la fabrication de joints de transmission pour l'automobile, risque de laisser sur le carreau près de 127 employés. «Nous ne devons pas attendre que des usines ferment pour agir. Cette bataille pour l'industrie est un projet d'avenir. Elle va durer des mois, voire des années, mais nous ne devons pas baisser les bras», insiste Hoël Le Moal. ■

MARGOT BONNÉRY



Le maire de Béziers, Robert Ménard, convoqué par le procureur au tribunal de Montpellier (Hérault), le 18 février. SYLVAIN THOMAS/AFP

Mariages binationaux : le « couple de Béziers » dans la tourmente

DROITS Malgré de multiples procédures, le couple franco-algérien que le maire d'extrême droite de Béziers, Robert Ménard, avait refusé de marier en 2023 est toujours dans l'impasse.

L'épreuve est interminable pour Eva et son compagnon algérien, Mustapha, désormais interdit de séjour en France, qui sont devenus le symbole de la lutte des couples binationaux en butte aux parcours qui les empêchent de se marier. La personnalité politique du maire de Béziers (Hérault), proche du RN, a donné à leur histoire une publicité dont ils se seraient bien passés. En juillet 2023, Robert Ménard refuse de marier Eva, qui habite Béziers, et un jeune Algérien de 22 ans, Mustapha, qui a fait ses

études de marin pêcheur en France, où il a obtenu son CAP. Eva et Mustapha s'étaient rencontrés trois ans auparavant et vivaient ensemble depuis deux ans. Leur mariage était prévu le 7 juillet 2023, les bans avaient été publiés, mais, la veille, Eva entend le maire de Béziers affirmer à la télévision qu'il refusera de marier leur couple.

Il n'y a eu que trois cas en France de refus de mariage de la part d'un maire, à Hautmont (Nord), à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), et à Béziers donc. Motif invoqué par Ménard : le marié est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). « Nous sommes

arrivés devant la mairie en habits de mariés avec les témoins et les invités. Je pensais que nous allions être unis par un adjoint. Mais, dans le hall de la mairie, nous avons vu des caméras de télévision tourner autour de nous. M. Ménard a fait fermer les portes et activé la sonnette d'alarme. Ses partisans nous insultaient », se souvient Eva qui, sur le conseil du procureur prévenu par la police, se retrouve en robe de mariée au commissariat pour porter plainte contre le maire de Béziers qui a refusé de la marier. « C'est un projet matrimonial qui a été brisé le jour du mariage, alors même que le procureur de la République avait décidé de ne pas surseoir

au mariage », explique l'association nationale d'aide aux couples binationaux, les Amoureux au ban public, qui rappelle que, selon le Code civil, le maire n'a pas à savoir si l'étranger est en situation régulière ou non.

Mais l'affaire du couple de Béziers ne s'est pas arrêtée à ce mariage raté. L'OQTF a suivi son cours, et, le 20 juillet 2024, Mustapha a été expulsé sans avoir pu voir un avocat. « Ils ont détruit ma vie, du jour au lendemain », témoigne-t-il depuis Oran, où il travaille comme marin pêcheur. Eva essaie d'aller le voir en Algérie quelques jours tous les deux ou trois mois, mais Mustapha n'a pas le droit de revenir en France, et les trois enfants d'Eva qu'il avait adoptés ne le voient plus. « C'est une famille qui a été explosée par l'affaire Ménard, sans aucun scrupule, au nom d'un coup politique », juge Sylvie Pelletier, membre des Amoureux au ban public.

« UNE MESURE XÉNOPOBE, ISSUE DE L'AGENDA DE L'EXTRÊME DROITE »

Lancé il y a deux ans, le projet de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire est arrivé au Sénat le 20 février, soulignant l'opposition de nombreuses associations et d'élus. Ce texte discriminatoire viole la Constitution, qui assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à son développement, et va à l'encontre du droit au mariage de la convention européenne des droits de l'homme. L'Association des villes et territoires accueillants, qui regroupe plusieurs dizaines de villes en France, estime qu'il s'agit d'une « mesure xénophobe, tout droit issue de l'agenda politique de l'extrême droite en France, qui instrumentalise les personnes étrangères comme responsables de tous nos maux ». Pour les Amoureux au ban public, « l'appareil juridique est suffisamment étouffé pour permettre un contrôle de l'intention matrimoniale des mariages franco-étrangers », via la saisine du procureur de la République par l'officier d'état civil. « Vous pouvez faire toutes les lois d'interdiction que vous voulez, la seule chose que vous ne pourrez jamais enfermer, c'est la liberté de penser et la liberté d'aimer. Et vous ne restreindrez pas ça avec un tampon administratif », a déclaré, au Sénat, l'élu PCF Fabien Gay, mettant en garde contre le danger de renforcer l'extrême droite si le projet de loi était voté.

Arrivant à point nommé en plein débat sur ce projet, l'audition de Robert Ménard, le 18 février, devant le procureur pour avoir refusé de marier Eva et Mustapha a vu le maire rejeter catégoriquement la proposition du procureur de plaider coupable. Il a donc été renvoyé devant le tribunal correctionnel, où il encourt cinq ans de prison, une amende de 75 000 euros et une peine d'inéligibilité. « Je trouve ça répugnant d'utiliser notre histoire et notre malheur pour arriver à des fins politiques, ça me déçoit beaucoup de la France », commente Eva, ajoutant : « Nous voulons juste nous retrouver, c'est tout, mais je n'ai plus d'espoir. » En première lecture, le Sénat a déjà voté pour la loi. Mais l'administration française pourrait autoriser leur mariage, en Algérie... ■

JEAN-JACQUES RÉGIBIER

Protection de l'enfance : la Ciivise appelle l'État à l'action

MINEURS Dans un rapport publié le 3 mars, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles déplore son manque de moyens et appelle l'exécutif à un sursaut dans la lutte contre ce fléau.

Al'heure où le procès du pédocriminel en série Joël Le Scouarnec vient rappeler l'ampleur des complicités et des silences qui entourent les crimes sexuels contre les enfants en France, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) publie un rapport d'étape sous forme de rappel à l'ordre. « La politique publique de lutte contre l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants ne peut attendre davantage », interpelle ce texte, remis le 4 mars à la ministre de la Santé, Catherine Vautrin. « Témoin des lenteurs et des difficultés que rencontrent les institutions à instituer une culture de vigilance », la Commission y appelle l'exécutif à « agir sans délai », alors que, selon ses propres décomptes, « un enfant est victime d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle toutes les trois minutes ».

Dans l'urgence, la Commission indépendante met en avant 15 mesures prioritaires. Celles-ci sont tirées des 82 préconisations faites à l'automne 2023 par l'institution, juste avant la mise à l'écart par le gouvernement de ses coprésidents d'alors, le juge pour enfants Édouard Durant et la directrice générale de l'association Docteurs Bru, Nathalie Mathieu. Malgré l'ampleur des violences qu'il avait révélées, ce rapport, à l'époque contesté par des politiques, est depuis resté sans réponse. Un silence

des autorités que la Ciivise juge aujourd'hui « particulièrement emblématique » des difficultés des institutions comme de la société à regarder en face ce phénomène massif et à tenter d'y répondre.

LA CULTURE DU SILENCE

Parmi les mesures mises en avant figure la « création d'une ordonnance de protection de l'enfant (OPE), qui donnera des prérogatives nouvelles au parquet pour suspendre à titre provisoire l'exercice de l'autorité parentale en cas d'inceste vraisemblable ». L'idée est de pouvoir mettre des enfants à l'abri, sans avoir à attendre les décisions d'un processus judiciaire souvent très long. D'autant plus que la justice, déjà mise en cause pour son manque d'emprise à juger les violences sexuelles commises sur les femmes, semble encore plus traîner des pieds quand il s'agit d'enfants. Ainsi, seulement 19 % des victimes mineures portent plainte – 12 % quand il s'agit d'inceste. Parmi elles, une sur six aboutit à une condamnation, et même une sur dix en cas d'inceste. Pour accroître les possibilités de judiciarisation, la Ciivise appelle d'ailleurs aussi « à réfléchir urgentement sur la nécessité de rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels commis sur les mineurs » et demande de garantir la présence d'un avocat auprès du mineur dès le début de la procédure.

Autre champ prioritaire, celui du repérage des victimes. « La première mesure, c'est de clarifier l'ensemble des dispositifs



Le 16 novembre 2024, à Paris. Rassemblement pour la protection des droits de l'enfant.

de remontées d'alerte concernant les violences sexuelles dans les institutions », a précisé à la Croix un des membres de son collège directeur, le pédopsychiatre Thierry Baubet. Il appelle notamment à l'évaluation du mécanisme d'alerte mis en œuvre dans le domaine du sport afin « qu'un système homogène puisse être mis en place dans tous les lieux qui accueillent les enfants ». La culture du silence qui entoure les violences sexuelles sur mineurs, dont les deux tiers ont lieu à l'intérieur du cadre familial, est un obstacle majeur à leur poursuite. L'institution met donc aussi l'accent sur « la nécessité de clarifier l'obligation de signalement des médecins, de lever le risque de poursuites disciplinaires envers les médecins qui signalent des violences sexuelles faites aux enfants ».

Invitée par le gouvernement à élaborer une stratégie pour permettre le transfert de ses missions à un système institutionnel pérenne, la Ciivise demande également

un délai supplémentaire. Elle souhaite que sa dissolution, prévue pour septembre 2025, soit repoussée d'un an, arguant que « le changement de paradigme colossal concernant la prévention de l'inceste et des violences sexuelles faites aux enfants et l'instauration d'une culture de vigilance dans tous les lieux de vie et d'accueil des enfants nécessite du temps ». Elle pointe aussi les difficultés qu'elle a eues à travailler, d'abord en raison des polémiques et des tensions qui ont suivi la dissolution de sa précédente direction, ensuite en raison des faibles moyens qui lui ont été alloués. Au-delà, souligne Thierry Baubet, « la Ciivise a besoin d'être prolongée parce qu'il n'y a toujours pas les fondations d'une véritable politique publique dédiée aux violences faites aux enfants et à l'inceste ». Une demande que la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, dit avoir « parfaitement entendue ». ■

HÉLÈNE MAY

GOUVERNEMENT ENFIN UNE COMMISSAIRE À L'ENFANCE

Il aura fallu attendre près de trois mois, entre l'annonce par le président Macron de la création d'un haut-commissaire à l'Enfance et la nomination à sa tête, le 5 mars, de l'ex-ministre chargée

de l'Enfance, la Modem Sarah El Haïry. En pleine affaire Bétharram et alors que se déroule le procès du pédocriminel Joël Le Scouarnec, cette annonce a été accueillie avec scepticisme

par les associations, qui souhaitaient un vrai ministère. Tout en saluant la fin d'une période de flottement, elles s'inquiètent notamment du manque de moyens dédiés.



YNSECT EN DANGER

En procédure de sauvegarde depuis le 28 janvier, la société Ynsect, qui produit des protéines et engrains naturels d'insectes, a été officiellement placée en redressement judiciaire le 3 mars. Une centaine d'emplois sont menacés.

L'INDRE PLEURE SES POSTES

Dans l'Indre, la CGT de La Poste alerte sur les menaces de fermeture des bureaux de Cluis et de Neuvy-Pailloux. La décision aurait été actée lors d'un CSE en février qui illustre « un service public qui disparaît (...) dans le département », dénonce le syndicat.

INTIMIDATIONS ANTISYNDICALES

La CGT commerce dénonce la convocation au commissariat, le 26 mars, de son secrétaire général, à la suite de sa participation à une mobilisation de soutien aux élus du grossiste Metro, « victimes des pressions de la direction ».

Renault licencie ses intérimaires

AUTOMOBILE

La direction de l'usine Sovab de Meurthe-et-Moselle a annoncé mettre fin aux contrats de 705 salariés, invoquant le mauvais lancement du modèle Master IV.



Depuis un peu plus d'un mois, l'atmosphère se détériore à la Société de véhicules automobiles de Batilly (Sovab), filiale du groupe Renault située en Meurthe-et-Moselle. Les quelque 2 000 salariés de l'usine de carrosserie-montage regardent partir la dernière salve d'intérimaires dont les contrats ne sont pas renouvelés par leur maison mère. L'annonce, sans sommation, au comité social et économique (CSE) du 30 janvier a fait l'effet d'une bombe. La direction se sépare d'ici fin mars de 705 intérimaires sur plus d'un millier travaillant sur le site chargé de construire l'utilitaire Renault Master, tout en mettant fin aux tâches nocturnes.

Cette décision fait suite à une volonté du groupe de réduire la cadence de production, en passant de 720 à 440 véhicules par jour. « Après une année 2024 en full production, des heures supplémentaires à tire-la-rigot, des allongements d'horaires en veux-tu en voilà, voilà que Sovab adopte une stratégie de baisse d'activité », soulignait l'intersyndicale CGT, SUD et FO dans un communiqué le 13 février. « La stratégie est incompréhensible et brutale », assène le cégétiste Joseph Lauciello, qui craint qu'il ne s'agisse que d'une première étape avant une coupe plus massive. D'autant que la Sovab est le plus gros employeur privé du bassin et qu'environ 10 000 emplois y sont liés.

De son côté, le groupe explique à *l'Humanité* que, en opérant l'année dernière la transition entre l'ancienne et la nouvelle génération d'utilitaires à Batilly, maintenir une organisation telle quelle est inenvisageable. Arrêtée en juillet, la production du Renault Master X62 a en effet été remplacée par celle du XDD, qui a, elle, démarré en septembre. « Nous n'en sommes qu'à 60 % des versions lancées, il en reste tout de même 40 % », se justifie Juliette Faucon, l'attachée presse de Renault. Une réponse qui ne satisfait pas Dominique Leclaire, représentant SUD automobile. Pour lui, Renault aurait dû intégrer certaines variantes dont les modèles à propulsion, benne ou double cabine, conformément aux besoins des artisans,

qui représentent une part importante de la clientèle, plutôt que de commencer par des modèles à traction, moins adaptés aux déplacements sur les chantiers, par exemple.

UNE BAISSE D'ACTIVITÉ ORCHESTRÉE PAR LE CONSTRUCTEUR ?

Un lancement du Master IV endemi-teinte, qui se frotte de surcroît à « un manque d'engouement », regrette la communicante du groupe, invoquant un contexte économique globalement défavorable pour l'industrie automobile. Si le bonus écologique pour les véhicules utilitaires légers électriques neufs ainsi que la prime à la conversion ont été supprimés en décembre, rendant moins attractive ■■■

Environ 10 000 emplois sont liés à l'activité de la Sovab, le plus gros employeur privé du bassin.

L'AGENDA



7 mars La CGT des cheminots de Périgueux, en Dordogne, appelle à la grève pour de meilleures conditions de travail et contre la balkanisation du chemin de fer public.

8 mars Journée internationale des droits des femmes avec des mobilisations syndicales prévues dans toute la France. La CGT déploie une campagne « Travail, salaire, retraite : l'égalité n'attend plus ! »

10 mars Le tribunal correctionnel de Paris rend son jugement dans le dossier de harcèlement des lanceurs d'alerte dans la filiale française d'UBS.
20 mars Les organisations de retraités et la CGT lancent une mobilisation

pour exiger le développement de la protection sociale et l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités.
28 avril Rassemblements à l'appel de la CGT à l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité au travail.

■■■ la version électrique du bolide, la marque au losange dénonce surtout la pression mise sur les constructeurs automobiles par l'Europe dans le cadre des normes Cafe.

Celles-ci imposent aux constructeurs de franchir en 2025 un palier réglementaire supplémentaire vers la fin des moteurs thermiques en 2035, en limitant plus drastiquement les seuils d'émission de CO₂. Une réglementation « inatteignable » en l'état, affirmait le directeur général de Renault Group, Luca de Meo, et ancien président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (Acea),

qui plaidait depuis des mois pour davantage de flexibilité des Vingt-Sept. « Si rien n'est fait, nous risquons de payer au moins 15 milliards d'euros d'amende. C'est autant d'investissements en moins dans le développement des technologies bas carbone », avait-il martelé dans les colonnes de Ouest-France en septembre.

« Il semblerait que les salariés servent une plus large stratégie », estime la sénatrice PCF de Meurthe-et-Moselle, Silvana Silvani, qui s'est emparée du dossier avec un collectif d'élus locaux. Il s'agirait selon elle d'une baisse d'activité orchestrée par le constructeur automobile dans son bras de fer avec l'Union européenne, alors que Renault est loin d'être en difficulté (2,8 milliards d'euros de résultat net en 2024) et qu'il prévoit de gagner de l'argent même en cas de sanctions liées aux normes Cafe.

Un lobbying qui aura porté ses fruits puisque la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vient d'annoncer un assouplissement pour cette année. L'objectif demeure, mais sera évalué sur trois ans au lieu d'un. Pour Laurent Giblot, délégué syndical de la CGT Renault, ce vaste projet de suppression d'emplois est symptomatique d'un plus large phénomène de précarisation de l'emploi dans un secteur qui n'a aucune visibilité, et un carnet de commandes sur vingt-cinq jours. Au bout de la chaîne, la secrétaire du CSE de la Sovab regrette que « les ouvriers d'un groupe pourtant détenu à 15 % par l'Etat servent encore de variables d'ajustement ». ■

PAULINE ACHARD

riés servent une plus large stratégie », estime la sénatrice PCF de Meurthe-et-Moselle, Silvana Silvani, qui s'est emparée du dossier avec un collectif d'élus locaux. Il s'agirait selon elle d'une baisse d'activité orchestrée par le constructeur automobile dans son bras de fer avec l'Union européenne, alors que Renault est loin d'être en difficulté (2,8 milliards d'euros de résultat net en 2024) et qu'il prévoit de gagner de l'argent même en cas de sanctions liées aux normes Cafe.

Un lobbying qui aura porté ses fruits puisque la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vient d'annoncer un assouplissement pour cette année. L'objectif demeure, mais sera évalué sur trois ans au lieu d'un. Pour Laurent Giblot, délégué syndical de la CGT Renault, ce vaste projet de suppression d'emplois est symptomatique d'un plus large phénomène de précarisation de l'emploi dans un secteur qui n'a aucune visibilité, et un carnet de commandes sur vingt-cinq jours. Au bout de la chaîne, la secrétaire du CSE de la Sovab regrette que « les ouvriers d'un groupe pourtant détenu à 15 % par l'Etat servent encore de variables d'ajustement ». ■

PAULINE ACHARD

300 médecins étrangers entament une grève de la faim

DROITS Les Padhue, ces praticiens exerçant en France et essentiels au système de santé, entendent alerter sur leur précarité et les promesses non tenues d'Emmanuel Macron.

Le 16 janvier 2024, Emmanuel Macron plaide pour régulariser les médecins étrangers qui tiennent à bout de bras « nos services de soins », afin de lutter contre les déserts médicaux. Mais, un an plus tard, les promesses peinent toujours à se concrétiser. Ce mercredi, près de 300 praticiens à diplôme obtenu hors de l'Union européenne (Padhue), sur les 5 000 à exercer en France, ont entamé une grève de la faim pour dénoncer l'absence de régularisation et la précarité de leur statut, a indiqué l'association Intégration des praticiens à diplôme étranger engagés contre la crise (Ipadecc).

« Nous ne mettons pas nos vies en danger pour le plaisir. C'est notre seul moyen de lutte. Nous ne pouvons pas nous permettre des débrayages ou des grèves classiques sur notre temps de travail sous peine d'être expulsés à la fin de nos contrats », lance Abdelhalim Bensaïdi, vice-président de l'Ipadec, dont le contrat expire dans vingt jours. Alors que ces médecins font face à des imbroglios administratifs et à de faibles

rémunérations, les résultats des dernières épreuves de vérification des connaissances (EVC) qui leur octroient le droit de travailler en France ont attisé les braises.

De fait, un médecin de nationalité étrangère à l'UE, souhaitant travailler en France et qui dispose déjà d'un diplôme non européen, doit s'inscrire au concours des EVC. Or, pour la session 2024, 20 % des places qui devaient être attribuées n'ont pas été accordées. Sur les 4 000 postes ouverts, seuls 3 235 candidats ont été admis sur la liste principale, et 638 candidats sont sur liste complémentaire.

UN CONCOURS « DISCUSABLE »

Certains participants ont esseyé des échecs malgré des notes au-dessus de la moyenne. Cela a été le cas d'Abdelhalim Bensaïdi. Candidat aux EVC en médecine générale, ce diabétologue à l'hôpital de Nanterre a obtenu la note de 11,5 et a été recalé. « On m'exclut avec 11,5 alors qu'il restait 296 postes dans ma spécialité. Puis, derrière, on prend des réfugiés politiques avec 10 de moyenne. Cela n'apporte pas de sens », s'agace-t-il en dénonçant une « gestion opaque du concours ». ■

Pourtant, en l'absence d'une réussite aux EVC, les Padhue se retrouvent face à la menace de ne pas être régularisés. En janvier, l'Ipadec avait alerté dans une lettre adressée à Emmanuel Macron, au premier ministre et au ministre délégué chargé de la Santé, Yannick Neudier, sur ces pertes de chances pour les Padhue, appelant à réformer leur statut et à en finir avec leurs examens aux quotas « discutables ». Après un premier entretien la semaine dernière, une nouvelle réunion visant à trouver un accord entre les différentes parties prenantes s'est tenue mardi, sans aboutir, selon l'association.

« Jamais le ministre de la Santé n'a été présent à ces réunions. Il nous supprime des postes aux EVC d'une façon arbitraire et nous demande de repasser l'année prochaine. Nous n'allons pas nous arrêter là », assure Abdelhalim Bensaïdi. Ainsi, les Padhue en grève « illimitée » continueront d'assurer les soins dans leurs établissements, mais ils sembleront tous les week-ends devant le ministère de la Santé, dès 10 heures du matin, à compter de ce samedi 8 mars. ■

SAMUEL EYENE



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX jeudi 6 mars

DANS CE NUMÉRO

À LA UNE La comédienne Anna Mouglalis, actuellement sur les planches dans le rôle de « Phèdre », évoque ses choix de carrière singuliers et son engagement féministe de tous les instants.

L'enquête En 2024, 2 800 bébés ont perdu la vie en France. Record d'Europe de la mortalité infantile, sur fond

d'austérité budgétaire. Un scandale dénoncé par notre journaliste Anthony Cortes et Sébastien Leurquin dans un ouvrage choc.

L'histoire de la semaine Crée il y a trois ans, le petit club féminin de Trémolat rassemble des joueuses de plus de 50 ans. Entre fous rires et douleurs articulaires...

Le portrait Gant de velours et main de fer. Véronique Albertini-Saadé, l'épouse du milliardaire Rodolphe Saadé, préside la branche média de l'empire CMA CGM.

Culture Cent cinquante ans après sa création, l'opéra Carmen, avec son féminicide final, reste d'une actualité brûlante.

Et tous nos rendez-vous...

l'Humanité
magazine

Certaines ont passé plus de trente ans de leur vie à astiquer les sols de la cité administrative de Toulouse (Haute-Garonne). Comment, dès lors, ces 13 femmes de ménage, qui partagent de longue date le quotidien des agents de la fonction publique, auraient-elles pu imaginer qu'un simple déménagement dans de nouveaux locaux allait les laisser brutalement sur le carreau ?

Telle est bien la réalité à laquelle elles ont été priées de se plier après avoir appris, fin janvier, qu'elles ne seraient pas du voyage, quand ces services déconcentrés de l'État - 16 administrations regroupant plusieurs directions régionales et départementales interministérielles (Travail, Finances publiques, Agriculture, Justice) - auront fini d'investir leur nouvelle cité administrative, d'ici au mois de juin.

Derrière cette affaire, certes rien d'illégal, mais le tour de passe-passe d'un sous-traitant qui a vu le profit à tirer de cette brèche ouverte par le déménagement, offrant de nouveau une illustration des pratiques professionnelles cyniques qui ont cours dans cet univers où l'externalisation de l'emploi livre une main-d'œuvre vulnérable à l'insécurité.

DES RÉPONSES INSATISFAISANTES

Tout commence par un classique appel d'offres consécutif au renouvellement du marché dédié au nettoyage, en juin 2023. Première urgence pour PLD, la société qui remporte la mise : se débarrasser de l'équipe en place (salariée par Samsic, le prestataire qui détenait jusqu'alors le marché sur le site principal de l'ancienne cité administrative). Ces femmes, pour la plupart âgées et non véhiculées, n'apprendront la nouvelle que six mois plus tard. Tout comme lessyndicats, saisis de stupeur face à ce coup qu'ils n'avaient pas vu venir.

« C'étaient des collègues. Nous étions à mille lieues de penser qu'elles ne nous suivraient pas dans nos nouveaux locaux, d'autant que nous avions eu plusieurs rendez-vous liés au déménagement avec le préfet. À aucun moment, il ne nous avait alertés », s'indigne Jean-Marc Servel, militant à la CGT finances publiques, qui maintient la pression afin que le préfet de Haute-Garonne enjonne à la société de revenir sur sa décision.

Sans succès pour le moment, malgré plusieurs courriers, une pétition et un rassemblement organisé devant la préfecture, il y a une dizaine de jours. « Ses réponses ne sont pas satisfaisantes.

Il se drape derrière son impuissance, déplore le syndicaliste. Dans la missive envoyée par l'intersyndicale au représentant de l'État, les organisations pointent ainsi « l'absence de transparence (qui) interroge sur la méthode et la manière dont sont traités ces personnels ».

Contactée par l'Humanité, la direction de PLD

Les pratiques retorses d'un sous-traitant

NETTOYAGE Nouvelle détentrice du marché de la cité administrative de Toulouse, la société PLD a saisi l'aubaine d'un déménagement pour se débarrasser des agentes dédiées au ménage.



Rassemblement des salariées devant la préfecture de Haute-Garonne, le 21 février.

assume sa décision, arguant de son statut de PME, fragilisée par la perte de plusieurs marchés, mais surtout du fait que « la cité administrative étant située sur un site nouveau, (notre) société n'était pas tenue de reprendre les agents de la socié-

té Samsic qui travaillent sur l'actuel site ». Car là réside bien l'aubaine : si l'appel d'offres avait eu lieu hors contexte de déménagement, l'entreprise n'aurait pu légalement faire autrement que de reprendre les membres de l'équipe en place et, partant, de maintenir leur ancienneté.

PLD souligne par ailleurs sa proposition de reprise

en CDI faite à deux membres salariés sur les 13, la cheffe d'équipe et le machiniste, qui l'auraient déclinée car « les horaires sur la nouvelle cité administrative sont en journée et avec une coupure méridienne, alors qu'actuellement ils n'ont pas de coupure ». Ce que ne conteste pas la cheffe d'équipe, qui apporte toutefois cette précision de taille : cette proposition était assortie « d'un renoncement à leur ancienneté ».

« ON LES LAISSE LE BEC DANS L'EAU »

Simon Picou, représentant syndical CGT au ministère du Travail, met quant à lui au jour une preuve des « pratiques retorses » de la PME. Cette dernière, qui se trouvait être détentrice, jusqu'à décembre 2024, du contrat de nettoyage sur le site spécifique de l'inspection du travail, aurait refusé la

proposition d'avenant proposée par la préfecture destinée à prolonger jusqu'à la date du déménagement le contrat de quatre salariées embauchées sur ce site. « Alors que PLD savait qu'elle allait reprendre le marché dans les nouveaux locaux de la cité administrative, elle a fait en sorte de transférer ces salariées au nouveau sous-traitant pour dire ensuite : « C'en'est plus mon personnel, je n'ai plus aucune obligation. » On les laisse donc le bec dans l'eau ! » dénonce le syndicaliste.

Aux côtés de la FSU, de FO et de Solidaires, la CGT exige que les 13 agentes d'entretien soient reprises dans les conditions stipulées par leur contrat actuel. Une nouvelle mobilisation est prévue devant la préfecture de Haute-Garonne, le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. ■

HAYET KECHIT

« L'absence de transparence interroge sur la méthode et la manière dont sont traités ces personnels. »

JEAN-MARC SERVEL, MILITANT À LA CGT FINANCES PUBLIQUES

La Ligue arabe adopte le plan égyptien pour Gaza

PROCHE-ORIENT Réunis au Caire mardi, les dirigeants de l'organisation régionale ont validé le programme présenté par l'Égypte. Celui-ci prévoit la création de 400 000 logements, de zones industrielles, d'un port et d'un aéroport dans l'enclave palestinienne rasée par l'armée israélienne. Un scénario écarté par Tel-Aviv, qui soutient le projet colonial de Washington.

Benyamin Netanyahu et Donald Trump rêvent de vider la bande de Gaza de ses habitants pour y établir leur « Riviera du Moyen-Orient ». Aux antipodes de ce projet impérialiste, les membres de la Ligue arabe ont adopté, mardi, au Caire, un plan pour la reconstruction de l'enclave palestinienne, rasée par quinze mois de bombardements israéliens.

Les dirigeants arabes ont mis en garde Washington et Tel-Aviv contre leurs tentatives « odieuses » de déplacement de la population de Gaza. « Déplacer le peuple palestinien ou annexer une partie des territoires palestiniens occupés plongerait la région dans une nouvelle phase de conflits, ce qui constitue une menace claire pour la paix », prévient le communiqué dévoilé à la fin du sommet.

Le coût de leur projet, d'abord porté par l'Égypte, est évalué à 53 milliards de dollars, soit une estimation équivalente à celle de l'Organisation des Nations unies (ONU). Une première étape de six mois serait consacrée au déblaiement des gravats, à l'enlèvement des mines mais aussi des matériaux non explosés et à la

fourniture de logements temporaires. Puis arriverait la phase de reconstruction, pensée en deux temps sur une période totale de quatre ans et demi.

La première, qui durerait jusqu'en 2027 – et serait dotée d'un budget de 20 milliards de dollars –, se concentrerait sur la reconstruction des infrastructures essentielles, routes, réseaux de distribution, installation de services publics. La seconde phase devrait, elle, s'étendre jusqu'en 2030 pour un coût estimé à 30 milliards de dollars. L'objectif serait d'achever les projets d'infrastructures, de construire 400 000 nouveaux logements au total, d'établir des zones industrielles, un port de pêche, un port commercial et un aéroport.

Pour mettre en place ce plan, la Ligue arabe souhaite créer un fonds abondé par des contributions internationales. Présent au Caire, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a annoncé que son organisation « soutenait fermement » le plan arabe.

Ce dernier comporte aussi une dimension politique : les États arabes en appellent à l'unité palestinienne sous le parapluie de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont le Hamas ne

fait pas partie. La bande de Gaza serait ainsi administrée durant une période transitoire par un comité de technocrates palestiniens, avant que l'Autorité palestinienne n'en reprenne le contrôle.

UN CESSEZ-LE-FEU DE PLUS EN PLUS FRAGILE

« L'État de Palestine assumera ses responsabilités dans la bande de Gaza », a affirmé Mahmoud Abbas. Le président de l'Autorité palestinienne, âgé de 89 ans, s'est dit prêt à organiser des élections présidentielle et législatives dès « l'année prochaine » dans les territoires palestiniens, « à condition que les conditions soient réunies ». Le Hamas a, quant à lui, « salué le plan de reconstruction de Gaza, adopté dans la déclaration finale du sommet », et annoncé son « soutien à la formation d'un comité (...) pour superviser les efforts de secours, la reconstruction et la gouvernance à Gaza ».

Le président égyptien, Abdel Fattah Al Sissi, a profité du sommet pour déclarer qu'il garantirait le maintien des 2,4 millions d'habitants de Gaza sur leur terre. Une réponse au projet de Donald Trump, qui prévoit l'expulsion des Palestiniens vers l'Égypte et la Jordanie pour laisser le champ libre à son projet colonial.

Ce sommet s'est tenu alors que l'accord de cessez-le-feu négocié entre Israël et le Hamas, entré en vigueur le

« L'État de Palestine assumera ses responsabilités. »

MAHMOUD ABBAS, PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE



Des Palestiniens dans les décombres de leur maison, à



Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, le 4 mars. BASHAR TAIEB/AFP

19 janvier, n'a jamais paru aussi fragile. Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, réclame de son côté la « démilitarisation totale » de Gaza. Sans quoi il menace d'isoler de nouveau le territoire meurtri et d'y reprendre son entreprise génocidaire. Le Hamas, lui, dénonce les manœuvres de Tel-Aviv destinées à empêcher le lancement de la deuxième phase de l'accord, censée avoir débuté le dimanche 3 mars.

Il n'est donc guère étonnant de voir Israël rejeter le plan présenté par l'Égypte. Le gouvernement dirigé par Benyamin Netanyahu a ainsi rappelé son intention d'éliminer le Hamas et de n'accorder aucun crédit politique à l'Autorité palestinienne, vilipendée par Tel-Aviv pour « son soutien au terrorisme et son échec à régler la question ». Israël reproche aussi aux pays arabes de « rejeter l'opportunité (le plan des États-Unis – NDLR) sans lui donner une chance équitable et de continuer de proférer des accusations sans fondement contre Israël ».

Après la validation de son plan de reconstruction par la Ligue arabe, l'Égypte va chercher à obtenir le soutien des pays musulmans lors d'un sommet d'urgence de l'Organisation de la coopération islamique, prévu vendredi 7 mars à Djeddah, en Arabie saoudite. ■

TOM DEMARS-GRANJA

Donald Trump, le discours d'un roi républicain

ÉTATS-UNIS Profitant du traditionnel discours sur l'état de l'Union, le président nationaliste a fait étalage de sa toute-puissance, prétendant instaurer un nouvel ordre à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays.

Il fallait que ce discours entre dans le *Livre des records*. Habituel à occuper le haut des classements d'utilisation de superlatifs ou de propagation de mensonges, Donald Trump a choisi cette fois-ci de se distinguer par la durée. Face au Congrès, il a délivré le plus long discours sur l'état de l'Union de l'histoire, soit une heure et quarante minutes, parvenant même à fatiguer ses propres troupes d'élus fanatisés. Un mois et demi après son retour à la Maison-Blanche, le milliardaire a profité de l'exercice imposé pour assurer le service après-vente communicationnel des guerres éclair qu'il a lancées tous azimuts.

« Nous avons accompli plus en quarante-trois jours que la plupart des administrations en quatre ou huit ans – et nous ne faisons que commencer », a-t-il lancé, excitant d'une centaine de décrets exécutifs et de « 400 actions exécutives ». « En fait, beaucoup ont déclaré que le premier mois de notre présidence est le plus réussi de l'histoire de notre nation », a-t-il rapporté, dans une forme classique de la rhétorique trumpienne qui prête à d'autres ses

propres auto-appréciations ou fantasmes. Au-delà de cet égotisme désormais proverbial, il s'agissait pour le milliardaire de s'adresser à la base Maga (« Make America Great Again »), en mode « je fais le boulot ».

DU GAZ, PANAMA ET LE GROENLAND AU MENU

Il a ainsi longuement revendiqué les attaques contre les fonctionnaires fédéraux, assumant vouloir les mettre à son service plutôt qu'à celui de l'État et saluant Elon Musk, le multimilliardaire chargé de cette mise au pas. Il a également évoqué la mise à mort des politiques anti-discriminations. « Notre pays ne sera plus woke », a-t-il promis. Dénonçant une « nouvelle arnaque verte » – une autre marotte du bloc réactionnaire américain –, il a également annoncé un « immense projet de gazoduc en Alaska, parmi les plus grands au monde », avec le Japon et la Corée du Sud.

Alors que l'agenda international du président de l'« America First » saturé l'espace médiatique mondial, les questions géopolitiques ont finalement occupé

une place mineure dans ce long discours. Sur l'Ukraine, Donald Trump a assuré avoir reçu une lettre qui, quelques jours après une humiliation publique dans le bureau Ovale, assurerait que « l'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour se rapprocher d'une paix durable ». Le président nationaliste, admirateur de William McKinley, figure majeure de la naissance de l'impérialisme américain à la fin du XIX^e siècle, a réitéré ses menaces expansionnistes, voire annexionnistes.

« Pour renforcer encore notre sécurité nationale, mon administration va reprendre le canal de Panama, et nous avons déjà commencé à le faire », a-t-il affirmé, en faisant référence à la reprise en main par un consortium américain de deux ports détenus jusqu'ici par le géant hongkongais Hutchison. Quant au Groenland, il a invoqué le droit à l'autodétermination des peuples (nié quand il s'agit des Palestiniens, voire des Ukrainiens) pour tenter de convaincre les habitants de ce territoire autonome danois de rejoindre les États-Unis. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX



Le président américain, lors de son discours devant le Congrès réuni à Washington, le 4 mars. WIN MCNAMEE/POOL/AFP



Départs de feu,
d'Olivier Cadot. p. 18

La Longe,
de Sarah Jollien-Fardel. p. 18

Le Promeneur attentif,
de Jean-Jacques Salgon. p. 18

« Le legs de l'humanité n'est pas perdu »

LITTÉRATURE Poète, romancière et essayiste, Laure Limongi s'aventure dans un nouveau domaine, le monde marin, et un nouveau genre, l'anticipation. Avec *l'Invention de la mer*, elle « édite » les écrits des espèces qui nous succéderont.

L'*Invention de la mer* est le deuxième livre de Laure Limongi. Après avoir publié de la poésie, des livres sur la musique – *Fonction Elvis, Soliste* –, elle s'est intéressée au langage et à la gestuelle des robots avec *Ensuite j'ai rêvé de papayes et de bananes*. Elle a aussi suivi une veine plus personnelle avec *Anomalie des zones profondes du cerveau*, *On ne peut pas tenir la mer entre ses mains*, et *Ton cœur a la forme d'une île*. Cette diversité d'inspiration ne l'empêche pas de s'aventurer, une fois de plus, sur un nouveau territoire, si l'on peut ainsi parler du domaine infini des profondeurs. Ce roman d'anticipation décrit ce qui attend l'humanité d'ici cent ans (lire notre critique ci-contre). Il nous met en contact avec une nouvelle culture née sur les ruines de la nôtre. Laure Limongi s'entretient avec nous sur la genèse et la construction de la surprise richesse de ce monde imaginaire.

Pourquoi, après plusieurs livres situés dans le réel, écrire une uchronie ?

L'idée m'est apparue pendant le Covid. La question du futur de l'humanité avec de telles proliférations de virus se posait. Me projeter d'une centaine d'années dans le futur me donnait plus de liberté, en particulier par rapport à la description détaillée du mécanisme qui amène le monde dans l'état où je le décris.

D'où vient ce monde subaquatique ?

Ma vie réelle est marquée par un engagement qui n'était pas visible dans mes livres, par une sorte d'émerveillement devant ces êtres qu'on n'a pas assez regardés. Quand j'ai commencé, l'idée qu'ils deviennent des personnages est devenue irrésistible. J'ai voulu m'emparer de ces êtres aussi différents et les intégrer dans une forme littéraire.

« Ma vie réelle est marquée par une sorte d'émerveillement devant ces êtres qu'on n'a pas assez regardés. »

Ce sont des chimères. Cent ans, c'est assez peu pour arriver à un tel continuum humain animal.

J'ai beaucoup hésité sur cette durée. Je l'ai voulue assez courte, presque choquante. Qu'on se dise que des changements radicaux peuvent se produire bien plus tôt qu'on ne le pense. Évidemment, je ne me suis pas posé la question de la vraisemblance scientifique. Ces chimères sont des hybrides entre des êtres humains et des êtres aquatiques, créés pour combattre les conditions climatiques extrêmes néfastes pour l'être humain. Ce qui, avec une prolifération de virus qui s'attaquent plus spécifiquement aux humains, donne l'impression que la terre veut se débarrasser d'eux. C'est une confrontation au problème de l'altérité. Dans cette époque de peur, de repli sur l'identité, nationale entre autres, il était important de créer cette ouverture sur l'autre. Les déclarations chaque jour plus aberrantes de Trump confirment cette intuition. Même si mon travail est littéraire, c'est une façon de promouvoir l'étrangeté et la différence.

Est-ce une dystopie ?

Non. Quelque chose d'assez affreux a eu lieu, mais la vie suit son cours sous d'autres formes. Dans ce qu'il a de meilleur, le legs de l'humanité n'est pas perdu. Les manuscrits chimères que je présente montrent que la cré-

ation continue. Aussi ai-je volontairement laissé du flou sur les paysages et les créatures afin que chacune et chacun s'en empore, s'y projette.

Il y a quand même une chimère cétacé, une chimère crustacé, une chimère poupe. Elles ont des tailles compatibles entre elles, puisqu'elles ont des amours, des histoires, une société.

Je ne le développe pas, tout cela est assez mystérieux. Je veux que ce monde reste fascinant et obscur, comme il l'est aujourd'hui. On aime les baleines, mais on ne sait pas bien tout ce qui peut leur nuire, en particulier l'activité humaine. Pour moi, c'est une manière de mettre un éclairage sensible, tendre, drôle

sur un élément que nous trouvons joli, mais que nous n'approchons pas avec assez de facilité et d'engagement.

Il y a du malheur, mais le récit d'enfance montre beaucoup de joie de vivre.

En mer aimable, écrit par Gina de Galène, est le récit d'un jeune cachalot dont, au début, la mère meurt. Je ne voulais pas faire un roman lénifiant. J'ai fait beaucoup de recherches sur ces sociétés animales. Si j'avais été bonne en sciences, j'aurais été éthologue dans une autre vie. J'ai imaginé ce peuple, mais à partir d'observations scientifiques, notamment celles de François Sarano (1). Ces groupes matriarcaux de cétacés passent beaucoup de temps à se toucher, à discuter. Il y a une vraie transmission entre générations. Certains pensent même que, pendant la période de chasse intense des baleines, une mémoire s'est perdue. J'y reviens en donnant une autre explication de la fureur meurtrière de Moby Dick.

D'où viennent ces idées ?

Après m'être documentée, je me suis isolée totalement, et les choses se sont enchaînées de manière assez mystérieuse. J'ai fait beaucoup de dessins anatomiques des animaux en question, pour essayer de me mouvoir avec leurs gestes. Cette forme de concentration a fait advenir des choses étranges. Par exemple, pour Ménippe Zahlé, le narrateur du second récit, j'ai décidé qu'il avait un élément de crabe dorippe. Ils existent réellement et portent le dessin d'un visage incrusté sur le dos de leur carapace. Au Japon, ils sont l'objet d'un véritable culte. On pense qu'ils recueillent l'âme des guerriers défunts. Quand j'ai de telles idées, ça s'enclenche très vite, parce que c'est très préparé. Quand j'ai pensé à la luchaïera, j'ai pris une carte pour suivre ses déambulations. Je l'ai envoyé à Mar del Plata, en Argentine, et c'est là qu'est née cette idée de luchaïera, mélange de lucha libre et de capoeira, et de poésie que les adversaires doivent créer.

Comment peut-on « éditer », ce qui est impossible à décrire par les mots, de la poésie olfactive ?



ENTRETIEN

Je fais une sorte de traduction. Le choix de Violetta est de mettre sur la page de gauche le poème en « obsohumain », soit un poème classique dans notre langage, et, sur la page de droite, une composition olfactive notée selon les codes de la parfumerie, notes de tête, notes de fond, notes de cœur.

Le livre est fait par Violetta à l'attention des « obsohumains » du passé, une espèce en voie de disparition.

C'est le point de départ du projet. Peut-on mettre un grain de sable dans une mécanique qui nous conduit droit dans le mur ? C'est peut-être un espoir un peu fou, mais c'est le mien et celui de mon personnage. C'est la fameuse histoire de la boucle temporelle, depuis le futur un personnage veut éviter une catastrophe qui, si elle n'avait pas eu lieu, ne l'aurait pas produite. « *Essayons de faire comprendre à ces gens un peu arriérés qu'ils courrent à leur perte* », se dit-elle.

Vous avez exploré beaucoup de domaines différents, poésie, essai, autobiographie, fiction. Êtes-vous une écrivaine hybride ?

Je ne cherche pas à faire que tout se connecte, se ressemble, à avoir une méthode. J'invente les outils et les formes qui me sont nécessaires. Si on regarde, il y a des invariants et des périodes, les livres sur la musique, *Fonction Elvis, Soliste* – les rapports entre écriture et musique –, les livres sur ma famille, la Corse. J'aime la polyphonie et la fluidité.

Qu'allez-vous faire maintenant ?

J'aimerais bien approfondir. Je n'ai pas encore fait tout ce que je pouvais faire avec le travail d'étude et de préparation pour ce roman. J'ai rencontré Aline Pénitot, une musicienne qui utilise des micros sous-marins. Elle travaille à composer l'original de la traduction qu'est le livre. Elle compose à partir de voix de cétacés, avec du langage humain et de la musique (2). ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ALAIN NICOLAS

(1) Océanographe, plongeur et cinéaste.

(2) Une première présentation aura lieu à la Maison de la poésie de Paris, le 22 mars, suivie d'une autre au Printemps du livre de Grenoble (Isère), en avril.

L'horizon chimérique de Laure Limongi

L'invention de la mer, recueil de textes produits par les chimères marines que sont devenus les humains, annonce un futur paradoxal, inquiétant et séduisant.

***L'invention de la mer*, de Laure Limongi,
Le Tripode, 240 pages, 20 euros**

Ce qui devait arriver est arrivé. Nous sommes en 2123. Le niveau des mers est monté de manière catastrophique. L'espèce humaine, sous la pression des mutations produites par la prolifération des virus, s'est hybridée avec les créatures qui peuplent son nouvel élément. Ô surprise, cela ne signe pas la fin du monde, mais le début d'un autre, d'une culture nouvelle, où les langages des humains et des animaux marins se partagent, donnent naissance à des formes littéraires et artistiques nouvelles.

L'invention de la mer se présente comme l'édition et la présentation, par une chimère poulpe, Violetta Benedetti Ogundipe, de deux textes issus du fonds « chimérique ». Elle en choisit deux, à l'intention des « obsohumains » – nous, les « humains obsolètes » – pour les inciter à réfléchir et à agir.

Le premier, *En mer aimable*, dû à Gina de Galène, une chimère cachalot, raconte la vie de sa grand-mère cétacé, Moanaura. C'est l'enfance d'une jeune « aimable », comme les cachalots se désignent eux-mêmes, avec ses dangers, ses deuils, mais aussi la douceur et la joie de la vie du clan, tourné vers la communication et le plaisir d'être ensemble.

ADDICT AUX ALGUES HALLUCINOGÈNES

L'autre, *la 49^e Mue*, est le témoignage de Menippe Zahlé, une chimère crabe. C'est un mauvais garçon, issu des bas-fonds (si l'on peut dire). Il est violent, addict aux algues hallucinogènes, il hante les « marges convulsives ». Un jour, à Mar del Plata, il découvre la « luchaiera », une forme de « combadanse » inspirée de la lucha libre et de la capoeira, où les coups sont esquivés et où les adversaires doivent produire une chorégraphie, et surtout improviser à la fin du combat un poème. Le bad boy, qui porte sur le dos de sa carapace le dessin d'un visage humain, est surnommé Janus. Il devient une star de la « luchaiera » et un grand poète. Sa forme littéraire est la poésie olfactive. Violetta en restitue quelques pièces en une sorte de recueil bilingue, les textes présentés en regard de descriptions à la manière des parfumeurs, notes de fond, de cœur, de tête.

Tout cela produit un dépaysement total, un livre follement créatif où l'imagination le plus inventif s'allie à la rigueur scientifique le plus solide. Laure Limongi réinvente la mer du siècle à venir, et on se prend presque à souhaiter que la catastrophe ne tarde pas. Mais n'exagérons pas, ce n'est pas ce qu'elle souhaiterait. ■ A.N.



Portrait de l'auteur en architecte du langage

LITTÉRATURE Quatre ans après *Médecine générale*, Olivier Cadiot revient sur la mort de sa sœur dans un texte déroutant, où la poésie est en embuscade.

Départs de feu, d'Olivier Cadiot, P.O.L, 136 pages, 16 euros

Olivier Cadiot ne s'en cache pas. Après la parution de *Médecine générale* (P.O.L, 2021), terrassé par la dépression, il a été confronté à la panne de l'écrivain. En 2023 paraissait *Irréparable*, court monologue d'une femme face à un homme qui se tait, écrit pour le metteur en scène Christoph Marthaler. Simultanément, les éditions P.O.L republiaient *l'Art poétique* (1988), le premier livre de l'auteur, précis de grammaire découpé au cutter qui, à l'époque, avait

jeté un pavé dans la mare de la poésie française. A suivi *Pour Mahler*, brève réponse à une commande passée par la Fondation Royaumont, hommage au compositeur autrichien.

C'est peu dire, donc, qu'on attendait *Départs de feu* comme des retrouvailles trop longtemps différées. Le résultat, surprenant, semble marquer un tournant formel dans le travail de l'auteur d'*Un nid pour quoi faire* et d'*Un mage en été*. La vitesse, la virtuosité de la phrase qui prend la vague ou slalome comme un skieur hors piste font place à une simplicité nouvelle, accentuée par de fréquents retours à la ligne et des chapitres courts, la poésie étant toujours en embuscade. Composé de réminiscences



« Moi aussi je suis indifférent envers de nombreux humains », écrit Olivier Cadiot.
HELINE BAMBERGER / OPALE.PHOTO

précisément datées (« 16 mars 2023 », « Printemps 1982 », « 4 février 2024 »...) ou plus vagues (« Sans date », « Récemment », « Quelques jours plus tard »), le récit est porté par la voix d'un narrateur qui s'interroge sur le suicide de sa sœur – en sautant d'une tour – et le peu de souvenirs qu'il a conservés d'elle. « Je suis trop éloigné d'elle. Elle ne m'intéresse pas comme les arbres qui collaborent avec leurs congénères et perçoivent le vent et les couleurs mais Ne s'intéressent pas aux humains. Ils nous regardent indifférents à nos ombres. Moi aussi je suis indifférent envers de nombreux humains », écrit Olivier Cadiot.

UN BÂTISSEUR DE PHRASES

Qui parle ? Un narrateur anonyme, l'auteur ou Robinson, personnage récurrent de ses livres ? Certainement un peu tous. Entre les souvenirs, l'auteur intercale des fragments situés dans un passé lointain (15 janvier 1766, Hiver 1778, 30 mars 1544) qui leur font écho et forment un réservoir d'images. On retrouve dans *Départs de feu*, traversés par la couleur jaune, les motifs obsessionnels de l'œuvre de Cadiot : la rivière au fond du jardin, l'île ou le fameux colonel des Zouaves. Constat ironique de son incapacité à écrire une autobiographie ou un roman familial, le livre devient une sorte de traité d'architecture, portrait de l'auteur en bâtisseur de phrases qui a abandonné les ciseaux, la colle et les Post-it au profit de l'ordinateur. Cette concession à la normalité ne signifie pas pour autant qu'il s'est assagi. ■

SOPHIE JOUBERT

Allure libre dans l'espace et le temps

LITTÉRATURE Jean-Jacques Salgon invite à le suivre dans ses parcours sensibles et érudits, dans les rues de Nîmes et alentour.

Le Promeneur attentif. Nîmes et alentour, de Jean-Jacques Salgon, Le temps qu'il fait, 160 pages, 20 euros

C'est au sortir d'une maladie qui a failli l'emporter que Jean-Jacques Salgon entendit l'appel « Lève-toi et marche ». Il venait de la médecine et non du Christ, mais c'était pour ce « ressuscité » un « provisoire salut ». Les promenades auxquelles nous invite l'auteur ne sont donc pas les flâneries sans but du badaud désœuvré, mais des parcours où le corps et l'esprit participent à un exercice de liberté. Quand il était enfant, la promenade était un rituel quotidien, qu'il accomplissait pendant l'heure du repas de midi, aux alentours de l'école où il vivait avec ses parents. Se fixer un itinéraire, s'obliger librement à un parcours et

s'y tenir, c'est une manière paradoxale de tenir l'esprit en alerte, accueillant l'imprévu et le nouveau, tout en tenant ouvertes les portes des souvenirs et du savoir. Ainsi, de la rue de la République aux jardins de La Fontaine, à Nîmes, il s'agit de décrire les lieux tels qu'on les voit, pas toujours extraordinaires, il en convient lui-même, puiser dans une érudition qui sait l'histoire de chaque pierre, et laisser parler la poésie qui ne demande qu'à rythmer ses pas. Ici, les 25 strophes du *Bateau ivre*, de Rimbaud. Il faut donc prendre son bâton pour suivre Jean-Jacques Salgon, retrouvant le tracé de l'aqueduc romain du pont du Gard, les pérégrinations de saint Véredème, du Rhône à Eyguières et à Avignon et ailleurs. Avec lui, on apprendra à être attentif, et Dieu sait ce qu'on découvrira. ■

ALAIN NICOLAS

Pourquoi Rose a-t-elle été ligotée par amour ?

LITTÉRATURE Le deuxième roman de Sarah Jollien-Fardel s'attache au destin d'une femme qui porte sur ses épaules le poids d'un héritage familial trop lourd.

La Longe, de Sarah Jollien-Fardel, Sabine Wespieser, 154 pages, 18 euros

Sa préférée (2022) avait été récompensé par le prix Fnac et le Goncourt des détenus. Dans ce premier roman, Sarah Jollien-Fardel s'attachait à un cauchemar vécu en silence dans un village suisse : la violence brute et la vulgarité d'un père ; l'inceste commis sur ses deux filles, dont la sœur ainée de la narratrice, la « préférée » du titre.

Cette fois, la romancière (née en 1971 dans un village du district d'Hérens dans le Valais) restitue dans une langue tout aussi âpre l'implosion de Rose, celle qui s'exprime à la première personne, après la perte de son enfant dans un accident de vélo. Un camarade harceleur serait la cause de la tragédie. Rose est décrite ligotée. Chaque matin, elle se réveille, enchaînée, assaillie par la réalité ; sa fille est morte. Elle revoit le visage de « poupée cirruse sans regard » de sa petite. Pour « cadenasser (ses) propres élans criminels » et parce qu'il l'aime, son mari a choisi de l'attacher plutôt que de l'envoyer en hôpital psychiatrique... ■

UNE VIE À « LIBÉRER LES ARTICULATIONS DES AUTRES »

Au cachot, elle remâche le passé et rouvre les vannes d'un atavisme maternel dont elle a hérité, cette neurasthénie qui coule dans ses veines et qui a déjà tué sa mère en la poussant dans le vide. Ce roman suit son errance intérieure de femme entravée, lucide sur ses fautes. Ostéopathe de formation, Rose a passé sa vie à « libérer les articulations des autres »... Le récit auscule les branches familiales opposées qui la constituent. Elle se remémore à la fois sa « grand-mère maternelle des montagnes », « rebelle, avant-gardiste » et féministe, et l'aïeule paternelle, « raffinée et pincée mais pas émancipée ». Chez celle-ci, on vit au milieu des conventions corsetées, tandis que, chez l'autre, originale, authentique, on tient tête. Rose a grandi au milieu des tables et des chaises du bistrot de son aïeule d'où son langage inspiré d'un parler vernaculaire, chantant. C'est là qu'elle avait rencontré, très jeune, Camil, son futur époux, soutien indéfectible qui a choisi de l'encorder par amour. Dans sa tête de recluse défilent les années heureuses, la naissance de leur fille, le « réservoir de confiance entretenu » par les liens du sang, les indices d'une faille qui va s'élargissant. Au fond du trou, elle domestique peu à peu l'atroce de sa situation pour mieux revenir à la lumière. ■

MURIEL STEINMETZ



Portrait de Karl Marx réalisé par le photographe anglais John Mayall vers 1870. FRANCESCO ACERBIS/DIVERGENCE

Le socle commun des marxismes

ESSAI L'historien Jean-Numa Ducange publie un « Que sais-je ? » qui ouvre la pensée de Marx à ses approches diverses tout en insistant sur sa cohérence.

Les Marxismes, de Jean-Numa Ducange,
PUF, coll. « Que sais-je ? », 128 pages, 10 euros

Le marxisme a mauvaise presse, y compris parmi ceux qui lisent Marx. On connaît le mot du philosophe et romancier Michel Henry : « Le marxisme est l'ensemble des contresens qui ont été faits sur Marx. » Les retours à Marx sont nombreux, mais en sautant par-dessus le marxisme. L'historien Jean-Numa Ducange, à rebours de ce mouvement, reprend le terme en le mettant au pluriel : « Les marxismes ont probablement autant enrichi la perspective marxienne qu'ils ne l'ont parfois trahie ou appauvrie. »

COMPRENDRE LES SOCIÉTÉS MODERNES

Henri Lefebvre publiait, en 1948, *le Marxisme*, un « Que sais-je ? » qui sera réédité de nombreuses fois. Il s'agissait d'exposer une « doctrine ». Le « Que sais-je ? » de Jean-Numa Ducange embrasse plus large. Le marxisme n'est pas en premier lieu la doctrine de Marx, mais une idéologie inventée après sa mort par le Parti social-démocrate allemand, le plus puissant parti ouvrier d'Europe de la fin du XIX^e siècle à 1914. L'influence d'Engels et de son *Anti-Dühring* est forte. Mais de nouvelles figures émergent, notamment Karl Kautsky, bientôt considéré comme le « pape du marxisme ». Mais, d'emblée, ce marxisme est pluriel, traversé par des débats et des controverses. Il n'en reste pas moins qu'il existe un « socle commun à ces marxismes », que la première partie du livre entend restituer. Une commune origine, les trois sources du

marxisme (philosophie allemande, politique française et économie politique britannique), la même centralité accordée à la critique du capitalisme pour comprendre les sociétés modernes, la nécessité de structurer un parti politique, etc.

ESSOUFFLEMENT DE LA « FORCE PROPULSIVE »

La diversification des marxismes a lieu surtout après la Première Guerre mondiale. Le livre explore les marxismes dans leur diversité doctrinale autant que dans leurs multiples incarnations politiques : marxisme soviétique et critique du stalinisme, persistance de Marx dans la social-démocratie, élaborations intellectuelles hors des partis (Sartre, École de Francfort, etc.), marxismes critiques mais sans rupture avec les régimes de l'Est (Lukacs, Heller, etc.), innovations liées à des perspectives nationales, « de Belgrade à Pékin en passant par Tirana ».

L'ouvrage s'achève sur la « crise du marxisme » à partir de la fin des années 1970. Le dirigeant du Parti communiste italien, Enrico Berlinguer, pointait un essoufflement de la « force propulsive » de la révolution d'Octobre. Le marxisme était désormais la cible récurrente de philosophies elles aussi critiques de la domination. Ainsi Michel Foucault se demande : « Comment se débarrasser du marxisme ? » La chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS parachèvent ce processus.

Le marxisme connaît toutefois un regain international ces dernières années, dans le monde anglophone, même si demeure, encore à cette heure, très largement déconnecté de la sphère politique. ■

Une idéologie inventée après la mort de Marx par le Parti social-démocrate allemand.

FLORIAN GULLI

LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY



Faire institution

La Haute Autorité de santé vient de publier son programme pluriannuel « santé mentale et psychiatrie », pour 2025-2030 en prenant soin de passer au crible les différentes spécialités psychiatriques – clinique de l'adolescence, de la gériatrie, des addictions, troubles du neurodéveloppement, etc. – et les questions essentielles de pair-aidance, de soutien aux familles et aux proches, de certification des établissements de santé pour la qualité des soins. En termes de qualité des soins, il est un courant psychiatrique qui n'a cessé d'en faire son étendard, la psychothérapie institutionnelle, qui a connu ses heures de gloire entre les années 1940 et 1990. Depuis, elle subsiste ici ou là, face à un front institutionnel hostile ou bêtement indifférent, alors qu'elle a démontré son efficacité tant sur les malades que sur les soignants. Dans *Psychothérapie institutionnelle. Quatre Oasis d'humanité* (Gallimard, 2025), Pierre Kammerer revient sur quatre établissements qui ont réussi à « faire institution » dans ce climat de crise institutionnelle permanent : le Centre psychothérapeutique du Coteau (Val-de-Marne), le lieu de vie Oxygène (Aveyron), le centre éducatif pour mères adolescentes d'Anjorrand (Loire-Atlantique) et la Mission Insertion Musique de Valence (Drôme). Quatre lieux qui sont les dignes héritiers des modèles historiques plus célèbres de la psychothérapie institutionnelle que sont Saint-Alban (Lozère) avec Tosquelles et Fanon, La Borde (Loir-et-Cher) avec Oury et Guattari, Chemla au centre Antonin-Artaud (Marne), René Bidault à La Chesnaie (Loir-et-Cher), Roger Gentis à Fleury-les-Aubrais (Loiret), etc. Ces endroits organisent une vie institutionnelle qui a tout du travail d'orfèvre, en élaborant une « constellation transférentielle » au service des patients, comme le stipule Pierre Delion, qui signe ici la préface de l'ouvrage. Il narre son arrivée à Saint-Alban dans le service de Tosquelles : « Cette expérience a été pour moi le principal changement de vertex que j'ai rencontré

Il est important de voir comment on préserve la disponibilité matérielle et affective des soignants.

dans toute ma formation : non pas penser les institutions en premier pour y accueillir les patients, mais penser avec les patients les institutions dont ont besoin. » Rappelons que Tosquelles n'avait pas hésité à recruter des prostituées dans son environnement thérapeutique, considérant qu'elles connaissaient mieux que personne les affres de l'âme humaine.

Tout l'enjeu est que l'institution ne devienne pas l'ombre d'elle-même en produisant des facteurs psychopathogènes rendant plus malades encore les patients et les soignants. Contre cette dynamique entropique, il est important de voir comment – de façon structurelle et organisationnelle – on préserve la disponibilité matérielle et affective des soignants, et plus généralement de tous les acteurs au contact des patients, soit précisément la démarche inverse par rapport à la rationalisation gestionnaire actuelle. ■



ESSAI Des images arrachées à l'horreur des camps



Donner à voir.
Images de Birkenau,
du Sonderkommando
à Gerhard Richter,
d'Éric de Chassey,
Gallimard,
coll.« Art et artistes »,
104 pages, 20 euros

Dans un essai très circonstancié, l'historien de l'art Éric de Chassey revient sur l'utilisation des photos prises durant l'été 1944 par des membres du Sonderkommando d'Auschwitz-Birkenau faite par Gerhard Richter, reconnu comme un artiste majeur des XX^e et XXI^e siècles. En choisissant d'éclairer les différents temps de l'élaboration du travail du peintre à partir de quatre grands tableaux de 2014, l'enquête s'élargit à la question du

travail de mémoire et d'histoire tel qu'il s'effectue sur un temps long. En 1944, Alberto Errera, avec l'aide d'Alter Fajnzylberg et Abraham et Shlomo Dragon, du Sonderkommando, alors au travail au crématorium V, risquent leur vie pour prendre sept photographies, les seuls documents directs sur le processus d'extermination des juifs d'Europe par gazage et destruction de leurs restes matériels.

Le récit remonte la piste des sept tirages-contacts (6x12 cm et 12x6 cm) tirés des photos originelles, non retrouvées à ce jour. Il retient la chronologie tardive des prises de vue trouvées par l'historien de la photographie Clément Chéroux lorsqu'il les examine en 2001 à la faveur d'une exposition photographique à l'hôtel de Sully (Paris). Le fil de l'écrit suit toutes les périéties de la réception de ces

preuves irréfutables. Il montre les recadrages opérés sur ces objets au risque de perdre les véritables conditions de leur production dans l'urgence, les projections auxquelles ils donnent lieu par les différents protagonistes qui ont fait circuler ces précieux documents, et examine tous les enjeux, jusqu'au nom donné à cet assassinat de masse qu'entérine définitivement, en 1985, le film *Shoah* de Claude Lanzmann. Le prix Pierre-Daix, attribué chaque année à un ouvrage consacré à l'histoire de l'art moderne ou contemporain, vient à propos saluer la rigueur de l'étude d'un sujet primordial en ces temps de montée de l'extrême droite tous azimuts, alors que l'année 2025 a débuté par la commémoration du 80^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau. ■

LISE GUÉHENNEUX

RÉCITS Itinéraires de deux angoissés



Patrick Dewaere, un bébé dans la foule,
de Sébastien Gimenez, Capricci,
112 pages, 11,50 euros,
et Joaquin Phoenix, l'angoisse est un métier,
de Yal Sadat, Capricci, 128 pages, 11,50 euros

Les éditions Capricci et leur collection « Stories » se dotent de deux nouveaux ouvrages fabuleux sur des acteurs troubles et troublés. Le livre de Sébastien Gimenez revient sur la carrière pas si éphémère du Français Patrick Dewaere. Pas si éphémère parce que le garçon a commencé dès son plus jeune âge. Il grandit dans une famille décomposée, propulsé sur le devant de la scène (théâtre et cinéma) par sa mère, l'actrice

Mado Maurin. L'idée du livre n'est pas de retracer la vie du comédien, mais de révéler un talent « reconnu à sa juste valeur » seulement sur le tard, après son suicide en 1982. Sa part sombre, ses addictions et sa jalouse vis-à-vis de Gérard Depardieu s'illustrent de la plus mélancolique des façons.

L'angoisse, on la retrouve aussi au cœur du récit de Yal Sadat sur l'acteur américain Joaquin Phoenix. Tout autant de névroses surgissent des pages pleines de suspense et d'un sens aigu de la narration. Un goût pour les anecdotes aussi : alcoolisé, l'interprète de Commodo dans *Gladiator* a été sauvé d'un accident de voiture par le réalisateur Werner Herzog, sur les hauteurs de Los Angeles. Il s'agit de déceler à quel point les rôles que l'artiste endosse renvoient à sa propre histoire. « Les rôles choisissent l'acteur, pas l'inverse. Ces hommes-là lui vont bien. » Comme un Joker inadapté à la société, Joaquin Phoenix se dresse au-dessus des carcans hollywoodiens qui l'ont vu naître. ■

ÉLÉONORE HOUËE

BD Le mythe du «toujours plus»



Ressources, un défi pour l'humanité,
de Philippe Bihouix
et Vincent Perriot,
Casterman,
176 pages, 28 euros

Abondance ou limites planétaires ? C'est toute la question des ressources et de l'avenir de l'humanité à laquelle s'attellent Philippe Bihouix, ingénieur et auteur d'essais, et Vincent Perriot, auteur de bandes dessinées. Cet album dresse un panorama historique et rend accessibles théories scientifiques et

économiques, dans la dynamique didactique du dialogue entre les deux auteurs devenus personnages. Il déconstruit méthodiquement, au rythme des voyages dans le temps, l'Univers ou, sur la planète, le mythe du « toujours plus ». L'occasion de démasquer les impostures des marchands de rêve et de colonisation spatiale Jeff Bezos ou autres Elon Musk. Le dessin riche aux traits précis matérialise avec justesse l'ampleur des difficultés auxquelles fait face l'humanité. Un indispensable pour comprendre les enjeux actuels. ■

JESSICA STEPHAN

ROMAN GRAPHIQUE Souffrance psychique des mineurs isolés



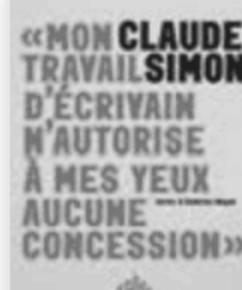
Je ne suis pas venu ici pour manger des sandwichs,
de Mélanie Kerloc'h
et Léa Renard, éditions
Ères, 160 pages, 20 euros

Aboubakar, Tahirou, Nour et Seiba viennent du Mali, d'Afghanistan ou de Guinée. Ils sont arrivés seuls en France, et on les appelle des mineurs non accompagnés. Tant que leur minorité n'est pas reconnue, ils ne sont pas pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. En région parisienne, un centre de jour propose un accompagnement global à ces jeunes, incluant une prise en charge psychologique. *Je ne suis pas venu ici*

pour manger des sandwichs propose, à partir de quatre cas cliniques dessinés, d'entrer dans la complexité de l'accompagnement associant psychologues et interprètes autour de ces jeunes étrangers à la démarche psychothérapique. Cet ouvrage au graphisme puissant est écrit à quatre mains par Mélanie Kerloc'h, psychologue clinicienne, et Léa Renard, illustratrice, ancienne kiné à l'hôpital. Les dessins en noir et blanc font ressortir l'extrême précarité des conditions de vie de ces jeunes, mais aussi les traumatismes de l'exil qui les hantent. Trouvaille particulièrement réussie, la souffrance qui envahit le jeune devient un fil rouge pour essayer ensemble de le tricoter. ■

MÉLANIE MERMOZ

CORRESPONDANCE Claude Simon, éthique de l'écrivain



« MON CLAUDE TRAVAIL SIMON D'ÉCRIVAIN N'AUTORISE À MES YEUX AUCUNE CONCESSION »
Lettre à Federico Mayor, de Claude Simon, édition établie par Mireille Calle-Gruber, éditions du Chemin de fer,
32 pages, 9,50 euros

Le 17 mars, la comédienne Marie Vialle reprend au siège du PCF, place du Colonel-Fabien, à Paris, l'incroyable seule-en-scène qu'elle a créé à partir de *l'Invitation* de Claude Simon (Minuit, 1988). Dans ce texte, l'auteur de *la Route des Flandres* inspire de son voyage en Union soviétique, en octobre 1986, à l'invitation de l'écrivain kirghiz Chingiz Aïtmatov, en compagnie d'une délégation d'artistes et d'intellectuels occidentaux dont Arthur Miller, James Baldwin et Peter Ustinov. Écœuré par les fastes déployés et la vacuité du propos, Claude Simon refuse de signer la déclaration finale et réplique en composant une satire mordante sur le pouvoir, les courtisans et les honneurs vains.

Le petit livre que publient les éditions du Chemin de fer poursuit cette réflexion sous la forme d'une missive adressée au biologiste Federico Mayor, membre de la délégation et futur directeur général de l'Unesco. « Je ne brigue aucun honneur, aucune place, aucun poste : je n'ai d'autre ambition que de mener au mieux mon travail d'écrivain, qui n'autorise à mes yeux aucune sorte de concession, que ce soit aux goûts du public ou aux consignes des gouvernants », prévient Claude Simon. Citoyen engagé, signataire du Manifeste des 121, il a, en tant qu'écrivain, toujours combattu le réalisme socialiste et ne conçoit l'engagement de l'artiste que comme une recherche de formes nouvelles. Ce qui lui a valu d'être traité comme une « personne déplacée », uniquement défendu par « trois ou quatre organes de presse parmi lesquels l'Humanité ». Un texte au scalpel sur l'éthique de l'écrivain et la liberté face aux puissants. ■

SOPHIE JOUBERT



Lucien Jean-Baptiste mène l'enquête face à Dounia Coesens. JEAN CLAUDE LOTHER/NOLITA/ZAMBA PRODUCTIONS/TF1

«Je me bats pour la culture antillaise»

TÉLÉVISION Joseph est le nouveau flic de TF1. Incarné par **Lucien Jean-Baptiste**, qui est aussi coscénariste avec Sébastien Mounier, le personnage rend hommage à *Columbo*, et est plus militant qu'il n'y paraît. Sa gabardine est son identité.

Joseph, TF1, 21h10

Comment le personnage de Joseph est-il né ? J'avais envie de mettre un flic antillais à 21 heures à la télé française. Qui plus est, sur la plus grande chaîne d'Europe, TF1.

Vous oubliez Bain-Marie, l'un des mulets dans Navarro ?

Bain-Marie, tout comme N'Guma dans *Julie Lescaut*, sont des sous-fifres. Joseph c'est le boss, il dirige les enquêtes. Aucun personnage noir n'avait occupé ce poste avant à la télé française. Au cinéma, les films récents, *l'Histoire de Souleymane* ou

Ni chaînes ni maîtres présentent des héros noirs qui ne font pas rêver.

Personne ne s'imagine sans papiers ou esclave ?

Voilà. Pour l'imaginaire des enfants noirs, il faut leur présenter des héros positifs, c'est pour ça que moi, je les envoie au ski dans *la Première étoile*. Je n'envoie pas mendier mes personnages. Cela dit, ces films cités sont indispensables. Mais il faut aussi montrer aux jeunes qu'ils peuvent être policiers, et qu'ils ne sont pas obligés d'être footballeurs ou rappeurs parce qu'ils sont noirs.

TF1 était réceptif à vos messages humanistes ?

Nous avons beaucoup discuté. Mais ils étaient friands de ça parce qu'en tant que

diffuseur TF1 voit les téléspectateurs partir sur les plateformes où il y a de la diversité. Après avoir visionné le premier épisode, ils ont signé pour la suite. Et l'audience décidera d'une deuxième saison.

Pour le casting, avez-vous eu carte blanche ?

Carte blanche et carte noire ! TF1 m'a donné une liste d'acteurs, ce qui m'a permis de découvrir Dounia Coesens, une actrice maison, remarquée dans *Plus belle la vie*. Elle est exceptionnelle dans le premier épisode. J'ai pu amener des acteurs qu'on ne voit pas habituellement dans leurs productions télé, où jouent souvent les mêmes têtes issues de leurs séries quotidiennes. Imaginer Alice Taglioni, Alice Pol ou Hippolyte Girardot en tueurs dans une série TF1 a demandé un effort à la chaîne.

Pourquoi emprunter les codes de Columbo ?

J'ai une passion pour Columbo. Nous avons pris son ADN, comme lui avait pris l'ADN de Sherlock Holmes et d'Hercule Poirot. Ces mecs ont une intelligence intuitive. C'est David contre Goliath. Columbo est un immigré italien qui débarque à Los Angeles et enquête chez les ultra-riches.

Joseph et sa mère, interprétée par Firmine Richard, parlent naturellement créole entre eux. C'est rare en prime time.

Il était important pour moi de mettre en avant une partie de ma culture. Je me bats pour ce peu de culture antillaise qui subsiste, et qui est en train de disparaître. La France entière tombe des nues devant le phénomène de la vie chère aux Antilles, où la situation économique est catastrophique. Elle découvre comment les Antillais se font avoir depuis 1848, date de l'abolition de l'esclavage. Je ne remercierai jamais assez ma mère de m'avoir sorti des griffes de ce système d'assistanat et de dépendance, que l'on subit aux Antilles

« J'avais envie de mettre un flic noir à 21 heures à la télé française. »

depuis si longtemps. Les Antillais vivent avec les descendants de leurs violeurs. Moi, Lucien Jean-Baptiste, personne ne m'a colonisé. On doit continuer à créer. Notre lutte, c'est la création. Si tu es femme et que tu ne te vois pas à l'écran, alors prends ton stylo et raconte des histoires. Le public n'est pas dupe, il est intelligent.

C'est pour ça que vous écrivez, pour être représenté et pour éduquer ?

Et pour échapper aux rôles d'Africains, de tirailleurs sénégalais. Tous les Noirs ne sont pas africains, qu'est-ce que c'est que ces conneries ? Tous ces jeunes noirs qui sont nés français, on les ramène toujours à leur Afrique ancestrale. C'est contre tout cela que je me bats. Beaucoup de jeunes sont perdus. Personne ne comprend rien à ce que c'est qu'être noir. Je parle souvent des femmes dans mes films, parce que les Noirs et les femmes, c'est un combat du même ordre. Depuis 2000 ans il n'y a pas une religion dirigée par une femme, c'est quoi ce monde ? Prenez une femme qui conduit, ça ne veut pas dire qu'elle est un homme, pas besoin de la taxer de garçon manqué. Quand je fais des films où je parle sans accent africain, on me traite de « bounty » (insulte visant une personne noire supposée se comporter en blanche - NDLR). Arrêtons de classer les races : « Les Noirs courrent vite. Les femmes sont maternelles. » Écoutons plutôt l'auteur Fatou Diome ou l'astrophysicienne Fatoumata Kébé, cela permettra de balayer tous ces clichés. Dans Joseph, je suis la police ; je veux que le jeune en cité entende qu'il peut être policier et que la grande bourgeoisie constate qu'il y a des policiers noirs. Mon travail, c'est de faire évoluer l'imaginaire, voilà. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
CATHERINE ATTIA-CANONNE

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

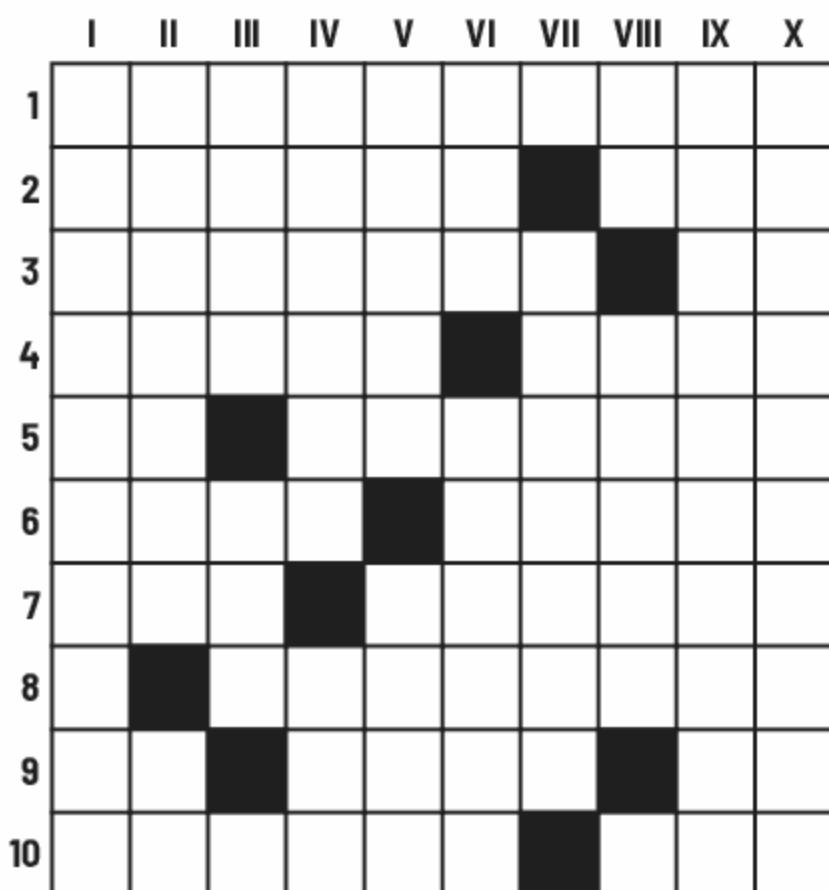
➤ www.humanite.fr

➤ facebook.com/humanite.fr

➤ twitter.com/humanite_fr

➤ linkedin.com/company/lhumanite

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 24 146 par Martial Dubois**HORIZONTALEMENT**

1. Donner de l'assurance. 2. Rester derrière quelqu'un. Recueil de bons mots d'un auteur. 3. Métaux blancs brillants. Mesure en Asie. 4. Singe-araignée. Sur la Garonne. 5. Abréviation désignant un avocat. Hiérodule. 6. Gaz intestinaux. Courte tige cylindrique. 7. Baie du Japon. Éructera. 8. Ajustas une seconde fois. 9. Lire dans le passé. Poils fins de certains pétales. Sur Tille. 10. Chaume. Entreprend avec audace.

VERTICIALEMENT

I. Label apposé sur un objet. II. Temps de passages dans un hôtel. En musique il a son contre. III. Groupe d'immeubles. Rappel d'air. IV. Cercles ratés. Corps de tout blason. V. Boîtes à voix. Couloir de navigation. VI. Brame. Boucle de cheveux frisés. VII. Souillâtes. VIII. Gallium. Alimentés abondamment et de force. IX. Kidnapperais. X. Traçasse des marques sur des pièces de bois.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Encourager. 2. Suivre. Ana. 3. Titanes. Li. 4. Atèle. VI. Rêve. Crolle. VII. Saites. VIII. Ga. Gaves. IX. Enleverais. X. Rametasse. VERTICIALEMENT. 1. Estampe. II. Nutées. Ut. III. Cité. Ter. IV. Ovalés. Ecu. V. Urnes. Raïl. Agen. 5. Me. Escalve. 6. Pets. Rivet. 7. Ise. Rotera. 8. Réalésas. 9. Llu. Clis. 10. Etenu. Osse.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 4 mars 2025 29 588 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

**UN HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ****JE COMMANDÉ ***

Le hors-série *Dans l'enfer des camps* au prix de 11 € + 3 €
de frais de port **, soit 14 € x _____ exemplaire(s) = _____ €
Total de ma commande _____ €

PRÉNOM _____
NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____
E-MAIL _____

* Délai de livraison de 10 à 12 jours
** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION
33, RUE DES GRANGES GALAND
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



LES VOYAGES
l'Humanité

New York The Big Apple La ville des villes

DU 12 AU 19 JUIN 2025 • À PARTIR DE 4 145 €*

LE +

Les visites se feront avec des intervenants américains et Christophe Dehouck, journaliste de la rubrique monde de l'HUMANITÉ

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
LVI - TLC VACANCES
45, rue Gustave Nicolle - 76600 LE HAVRE
Tél. 02 35 21 82 44
www.tlcvacances.fr

l'Humanité magazine



Comment stopper la casse industrielle?

Nous sommes face à une crise majeure : les spécialistes s'attendent à ce que les fermetures d'usine soient plus nombreuses que les ouvertures en 2025. En trois décennies, la France a perdu près de 2 millions d'emplois.

Il faut tourner le dos à l'accumulation du capital et se doter d'une vision à long terme pour des coopérations en faveur du progrès social.

Dans le débat public surgissent les discours sur la politique industrielle, au gré des souvenirs de l'histoire, des leçons du Covid à la politique de Donald Trump. Les groupes privés larguent les amarres, les grands patrons n'ont pas de patrie et vont humer l'air à l'ouest, dopé aux gaz de schiste. Le capitalisme entre dans une nouvelle phase. Il se heurte aux contradictions qu'il engendre en épuisant l'homme et la nature. Pour se perpétuer et continuer à accumuler des profits, le patronat a besoin de restreindre la démocratie. Partout dans le monde, un rapprochement s'opère entre ceux qui détiennent les richesses et les mouvements d'extrême droite. La désindustrialisation de la France, qui a perdu plus de 2 millions d'emplois dans l'industrie et a laissé en friche des territoires entiers, constitue un terreau pour l'extrême droite. Notre balance commerciale est structurellement déficitaire, l'empreinte carbone augmente, le chômage devient endémique et jette dans le désarroi des familles entières. Le grand patronat a une responsabilité historique pour avoir contribué à créer cette situation désastreuse. À force de pointer le prétexte « coût du travail » et de réclamer à grands cris des aides et des exonérations, afin que l'État lui serve de bâton, il a laissé l'appareil de production vieillir puis a délocalisé la production. Les investissements dans la recherche et la formation sont très insuffisants. La mutation de l'industrie ne peut se faire sous contrainte financière. Stopper la casse industrielle, c'est d'abord arrêter l'hémorragie des emplois, établir un état des lieux et se doter d'une vision stratégique sur le



LAURENCE ABB

**MARIE-CLAIRES
CAILLETAUD**
Syndicaliste, membre
honoraire du Cesé

long terme qui permette d'anticiper et de planifier une véritable politique industrielle. Les désaccords sur les causes de la désindustrialisation sont clairs. Il faut choisir entre la productivité du capital et les investissements productifs. Celles et ceux qui font le travail doivent prendre leurs affaires en main. Que veut-on produire, comment, pour quel usage ? Quelles filières stratégiques mettre sous le contrôle de la nation ? L'énergie est un levier essentiel pour redresser l'industrie. La France a un atout avec le nucléaire civil, qu'elle a abîmé. Le rôle de l'industrie, c'est de satisfaire les besoins des citoyens, tout en préservant l'environnement, ce qui nécessite de chercher, d'élaborer et de mettre en place une économie circulaire d'usage, de recyclage et de circuits courts.

Celles et ceux qui font le travail doivent prendre leurs affaires en main.

Cette politique doit être pensée avec les travailleur·euses dans l'entreprise, là où se joue l'antagonisme entre le capital et le travail. C'est au cœur du système libéral que doivent grandir la prise de conscience et l'élaboration de revendications, en gagnant de nouveaux droits dans l'entreprise, pour une véritable démocratie sociale. Il faut chercher des partenariats aux niveaux européen et international afin de créer des coopérations et des échanges dans le sens du progrès social. À ces conditions, l'industrie, avec ses mutations profondes, l'imbrication des services et l'apport des nouvelles technologies, se développera dans le sens de l'intérêt général. ■



À LIRE

Pour une révolution industrielle,
d'Anaïs Voy-Gillis,
Presses de la Cité,
2025

La pandémie de Covid et la guerre en Ukraine ont remis l'industrie sur le devant de la scène en montrant les limites d'une société postindustrielle. La nécessité de réindustrialiser la France fait aujourd'hui consensus. Toutefois, malgré des plans d'investissement massifs et une amélioration de la situation de l'industrie française entre 2020 et 2023, l'année 2024 a été une année noire qui devrait se prolonger en 2025. Les causes pour expliquer ce repli sont nombreuses : prix de l'énergie, dépendance énergétique, concurrence agressive des acteurs non européens, tassement de la demande européenne et mondiale, guerre des prix, etc. La situation n'est pas inéluctable, mais elle nécessite une réaction rapide et ciblée.

L'un des premiers enjeux est d'arriver à réduire la facture énergétique, bien plus élevée en Europe qu'aux États-Unis ou en Chine, pour permettre aux industriels de regagner en compétitivité face à la concurrence extra-européenne. Pour les secteurs jugés stratégiques, des aides temporaires pour éviter des délocalisations et maintenir un savoir-faire pourraient être instaurées avec la mise en place d'un cadre temporaire à l'échelle européenne, tout en travaillant sur la conditionnalité des aides. Les dispositifs de soutien de la demande devraient profiter principalement au tissu industriel européen. Or ces dispositifs sont aveugles à l'origine



JANISSE JEA

ANAÏS VOY-GILLIS
Géographe et autrice

des produits et à leurs conditions de production. Par exemple, les primes à la casse favorisent des produits fabriqués hors de France et d'Europe. La commande publique constitue également un levier pour soutenir le tissu industriel français et l'émergence de filières bas carbone à la condition que nous la mettions au service de ces ambitions. L'Union européenne doit faire évoluer les procédures antidumping pour passer d'un contrôle a posteriori à un contrôle a priori en transférant la charge de la preuve à l'entreprise soupçonnée de dumping. Aujourd'hui, les dossiers sont longs et complexes. Elle peut également exiger la mise en place de clauses de localisation de la production en Europe pour les entreprises souhaitant accéder au marché européen avec des transferts de technologie sur les technologies critiques pour la souveraineté européenne. Enfin, elle fixe des hauts standards sociaux et environnementaux qu'il est nécessaire de préserver, mais elle doit garantir que les produits entrants sur le territoire européen les respectent également.

Il est évident que la réindustrialisation sera un processus long et complexe, et que nous serons confrontés à des vents contraires au regard du contexte européen et de la situation géopolitique internationale. L'hiver sera rude pour l'industrie. Nous allons voir si les vœux de souveraineté sont pieux ou si les ambitions sont suffisamment fortes et profondes pour résister à la crise. Rien n'est perdu, mais réindustrialiser nécessite un engagement sans faille de l'ensemble des parties prenantes. ■

La commande publique constitue également un levier pour soutenir le secteur.



Le chef de chœur et ses chanteuses répètent, depuis quelques semaines, le concert qu'ils donneront le 16 mars, à Paris.

Dale Wardlaw, l'homme qui ouvre son chœur aux femmes

Àfemme exceptionnelle, projet exceptionnel. Clara B. Spence (1859-1923) défenseuse, aux États-Unis, des droits des femmes et des droits civiques, a créé en 1892 en plein Manhattan, à New York, la prestigieuse école préparatoire Spence qui, de la maternelle à la terminale, cherche à développer la richesse de la personnalité des élèves féminines. L'Américain Dale Wardlaw, 64 ans, y fut dix-sept ans professeur et chef de quatre orchestres de musique de chambre. À Paris, où il vit aujourd'hui, il ouvre grand les portes, comme tous les ans en janvier et février, des quatre ensembles de chanteuses qu'il dirige au sein du Chœur international de femmes de Paris, présidé par Agnès Cabrol.

Depuis 2009, en vue de célébrer le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, il accueille, lors d'un événement baptisé Women in Song (« femmes en chant »), de nouvelles recrues qui rejoignent, le temps du stage et d'un concert, les chanteuses de ces quatre ensembles.

« JOIE ÉMOTIONNELLE »

Ne dit-il pas que « la scène est plus grande que la vie », que « la diversité de leurs voix peut produire un effet sur le monde », que « la femme sur scène a l'opportunité de s'exprimer comme jamais elle ne pourrait le faire dans la vie quotidienne » ? « Si, dit-il,

L'Américain installé à Paris crée chaque année l'événement, au moment du 8 mars, en accueillant parmi ses choristes celles qui ont le désir de chanter, mais n'ont souvent jamais osé le faire.

je peux leur donner une liberté, leur ouvrir une voie sans préjugés, cela me plaît. Je ne peux pas séparer ce que je fais de ma vie. J'y crois tellement !»

Ainsi, alors que l'Amérique de Trump tourne le dos à sa vocation de pays d'accueil, Dale Wardlaw, à Paris, ouvre ses choeurs féminins pour qu'ils se ressourcent, s'enrichissent de la diversité des voix de femmes, d'où qu'elles viennent et quel que soit leur niveau. Et c'est beau comme un grand élan démocratique !

Depuis quelques semaines, sans avoir passé d'audition, ce petit monde répète, les mercredis et jeudis soir, dans une salle municipale du Marais. On sent l'excitation monter. Vérona, qui se souvient de la première fois où, ne sachant déchiffrer les notes, elle chantait « à l'oreille », s'emballera pour « la grande joie émotionnelle » que lui procure ce stage, chaque année. « C'est jouissif, dit-elle. L'an dernier, j'ai pleuré en chantant ! Porter la voix des femmes, c'est aussi porter une voix humaniste. C'est comme si on avait perdu notre identité humaine et que Dale la réveillait

avec un répertoire pas du tout mainstream, qui nous transporte de l'Afrique du Sud, cette année, aux si poétiques chants inuits qui ne transmettaient pas des mots mais des sentiments, l'an passé. C'est une façon de se reconnecter à la terre, de toucher des émotions profondes, des points sensibles. Et le public sent que quelque chose s'est passé et sort du concert très ému. »

« EXPÉRIMENTATION DU CORPS »

Ashley parle de l'expérience exceptionnelle de ces retrouvailles de chacune avec son histoire, son bagage, qui fait que l'on prend de la confiance, de la force. « Dale est un optimiste sincère qui a la conviction que rassembler les femmes peut avoir un impact, dit-elle. Lorsqu'on reprend Imagine, il se reconnaît dans John Lennon, qui a écrit : « You may say I am a dreamer and I am not the only one » (« Vous pouvez dire que je suis un rêveur, je ne suis pas le seul »). »

« Women in Song est un événement vibrant. Je l'attends chaque année avec gourmandise, renchérit Hélène. Travailleur sous la ferme discipline, enlevée, joyeuse, d'un

coach vocal drôle, c'est un cadeau que je me fais. Il parvient à ce que l'on se sente investies d'une certaine mission, d'un enthousiasme profond. J'adore voir les nouvelles recrues gagner en confiance au fil des semaines et, à la fin, s'émerveiller de se retrouver sur scène ! »

Isabelle, psychologue, dont c'est le premier Women in Song, en avait soupé des « conservatoires trop scolaires, fermés, qui vous rangent dans des cases ». Elle découvre « l'expérimentation du corps tout entier pour chanter » et s'en régale. « Je n'aurais jamais pensé que ce serait aussi réjouissant de me sentir complètement moi ! » s'étonne-t-elle.

La répétition commence par des vocalises. « Explorez ce que vous faites avec votre respiration ! » lance Dale Wardlaw.

« On n'est pas dans la chanson sous la douche », estime une autre Isabelle, soprano avec Dale depuis des années, tant elle apprécie « le côté solaire, lumineux, sensible de ce chef bon arrangeur, bon musicien, qui embellit le patrimoine culturel et, avec son sens du spectacle, nous fait nous dépasser en nous faisant entrer dans la parenthèse enchantée de la scène ». Elle rêve d'un futur Women in Song auquel participeraient des migrantes afghanes, iraniennes... ■

MAGALI JAUFFRET

Concert le 16 mars, à 15 h 30, chapelle Notre-Dame-des-Anges, Paris 6^e. Rens. : facebook.com/cifp.paris et www.choeur-de-femmes.fr